

LA DESTABILISATION sud-africaine



Le coût économique
de la résistance de première ligne à l'apartheid

Nations Unies



Equipe spéciale inter-organisation,
Programme de redressement de l'Afrique
Commission Economique pour l'Afrique





MAP HQ 3565 UNITED NATIONS
SEPTEMBER 1983

LA DESTABILISATION sud-africaine

Le coût économique de la
résistance de première ligne à l'apartheid

Nations Unies



Equipe spéciale inter-organisation,
Programme de redressement de l'Afrique/
Commission Economique pour l'Afrique

Cette étude a été demandée par l'Equipe spéciale inter-organisation du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (1986-1990) et réalisée par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

Cette étude a été préparée avec l'aide de Reginald Herbold Green de l'Institut des études de développement de l'Université de Sussex en Grande-Bretagne, de Siteke G. Mwale, conseiller principal pour la coopération régionale dans le cabinet du premier ministre de la Zambie, et de Phyllis Johnson et David Martin du Southern Africa Research and Documentation Centre (SARDC) de Harare au Zimbabwe.

Photographie, couverture : Agence angolaise de presse
Photographies, verso : AIM, Mozambique; Agence angolaise de presse;
Comité international de la Croix Rouge

© Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
Publié en octobre 1989

Produit par le Département de l'information, Division des communications et de la gestion des projets, pour la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser au:

Bureau du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique
BP 3001 Addis Abeba, Ethiopie Tél. 517200

Afrique Relance DPI/CPMD Bureau S-0805
Nations Unies, New York, NY 10017 Tél. (212) 963-6857 Téléc : 232422

TABLE DES MATIERES

1	Préface	
3	Sommaire	
7	La stratégie sud-africaine	
20	Mozambique	36
25	Angola	38
29	Zimbabwe	39
31	Malawi	41
34	Zambie	43
		Annexe : Namibie
47	Conclusion	

6	Tableau 1	
	<i>Pertes de produit intérieur brut dans la région de la SADCC —1980-88</i>	
6	Tableau 2	
	<i>Nombre de morts liées à la guerre dans la région de la SADCC —1980-88</i>	
12	Tableau 3	
	<i>Méthode de coût direct pour évaluer les pertes dans la région de la SADCC—1980-84</i>	
12	Tableau 4	
	<i>Estimation ajustée du coût direct de la guerre pour la région de la SADCC—1980-88</i>	
17	Tableau 5	
	<i>Nombre de morts de bébés et d'enfants de moins de 5 ans dues à des causes liées à la guerre au Mozambique et en Angola—1980-88</i>	
45	Tableau 6	
	<i>Comparaison de la mortalité infantile et de l'espérance de vie en Namibie et au Botswana</i>	
59	Tableau 7	
	<i>Le prix du soutien apporté à l'Afrique australe</i>	

PREFACE

A la suite de l'adoption du Programme des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 (PANUREDA), par l'Assemblée générale en juin 1986, au cours d'une session extraordinaire, une équipe spéciale inter-organisation pour le suivi de l'application du PANUREDA au niveau régional a été mise sur pied par le Secrétaire général de l'Organisation, Son Excellence M. Javier Pérez de Cuéllar. Sa tâche consistait à faciliter le contrôle du Programme sur une base systématique, sous ses aspects régionaux, sous-régionaux et thématiques.

Cette équipe spéciale, concernée par l'impact destructeur des menées déstabilisatrices de l'Afrique du Sud sur les perspectives de développement de l'Afrique australe, et donc sur la mise en oeuvre efficace du PANUREDA, a décidé, avec l'appui du Comité directeur de l'ONU pour le PANUREDA, au cours de sa quatrième réunion à Lusaka et Harare du 16 au 19 novembre 1987, de commanditer une étude sur le sujet. Cette étude devait :

- 1—faire la synthèse des renseignements concernant les actions systématiques de déstabilisation menées par l'Afrique du Sud dans les domaines militaire, politique et social, contre les pays d'Afrique australe.
- 2—évaluer les conséquences dévastatrices imposées aux gouvernements et aux peuples de la sous-région par ces actes de déstabilisation, surtout en ce qui concerne les catégories les plus vulnérables de la population.
- 3—évaluer les chances de redressement et de développement économique de ces pays en tenant compte de ces fardeaux supplémentaires.
- 4—évaluer les réactions de ces pays ainsi que celles de la communauté internationale destinées à parer à l'impact de la déstabilisation.
- 5—préciser, en termes concrets, les différentes actions que la communauté internationale doit prendre en vue de maintenir le redressement et le développement de la sous-région face à ces menées déstabilisatrices.

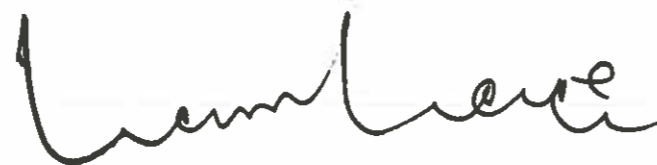
Cette étude est le résultat de cette recherche. Elle indique clairement que les coûts économiques de la politique de déstabilisation de l'Afrique du Sud sont prohibitifs pour la sous-région et que son impact sur les vies humaines est aussi tragique qu'inacceptable. Les coûts des destructions matérielles et des pertes du produit intérieur brut (PIB) ont dépassé 60 milliards de dollars, ce qui montre que, en l'absence de cette politique de déstabilisation, le PIB annuel de la sous-région se serait accru de quelque 5 % par an, au lieu du 3 % de croissance actuel.

Certes il est difficile de mesurer en termes quantitatifs les coûts en vies humaines, mais les chiffres de l'étude donnent une idée de l'énormité de la tragédie qui s'est abattue sur la sous-région à cause de l'Afrique du Sud : 1,5 million de morts dues à la guerre entre 1980 et 1988, en comptant le taux de "surmortalité" des nouveaux-nés et des enfants de moins de 5 ans. Et à un moment ou à un autre de cette période, la moitié de la population de l'Angola et du Mozambique a été obligée de chercher un abri soit dans une autre région du même pays, soit dans des pays voisins.

On ne peut permettre à une telle hémorragie économique et humaine de se poursuivre. Tout en notant que certains développements récents semblent indiquer un ralentissement des hostilités et la naissance d'un dialogue, il faut dire d'une voix claire et nette que seule l'abolition de l'apartheid permettra d'établir une paix durable dans la sous-région.

En conséquence la communauté internationale doit impérativement prendre des mesures urgentes pour favoriser le redressement et le développement de la sous-région malgré les ravages qui se poursuivent—en empêchant l'agression et en en diminuant les conséquences; en soutenant les efforts qui visent à diminuer la dépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud; et en encourageant la reconstruction. La communauté internationale devrait en outre multiplier les efforts pour mettre fin au système odieux de l'apartheid en Afrique du Sud. Les Etats d'Afrique australe ont bien entendu déjà reçu une aide appréciable de la communauté internationale. Ce qu'il faut souligner, c'est que l'ampleur du désastre exige que le soutien doit prendre une dimension beaucoup plus vaste et être apporté à un rythme plus soutenu.

La décision d'entreprendre cette étude montre le sérieux avec lequel les organisations de l'ONU, sous la direction du Secrétaire général de l'ONU, considèrent la triste situation des Etats déstabilisés de l'Afrique australe dans le contexte du PANUREDA. C'est mon vœu le plus sincère que cette étude, en révélant l'ampleur du désastre subi par les pays d'Afrique australe et l'énormité de l'aide que la communauté internationale doit fournir au plus vite pour répondre aux besoins des Etats assiégés de la sous-région, contribuera à la recherche d'une solution.



Adebayo Adedeji
Secrétaire général adjoint des Nations Unies
et Secrétaire exécutif de la
Commission économique pour l'Afrique

SOMMAIRE

La stratégie régionale de l'Afrique du Sud pour assurer la survie de l'apartheid se répercute sur tous les aspects de la vie des pays voisins—les populations sont anéanties et l'infrastructure économique est endommagée, et la destruction d'équipements de santé et d'éducation dans certains pays entraînera des troubles à l'avenir. Il va sans dire que la région veut la paix. L'Afrique du Sud, en butte à de graves difficultés économiques résultant en partie des sanctions internationales et du coût de ses expéditions militaires, a commencé à réduire celles-ci. Après avoir appuyé la guerre dans certains pays et livré la guerre économique à d'autres, elle est à présent considérée dans certains milieux comme un "artisan de la paix". Le présent rapport cherche à répondre à la question suivante : quel est exactement le prix de cette paix que l'Afrique du Sud cherche à imposer?

La réalité de l'apartheid est bien connue, et a fait l'objet d'une attention internationale considérable. L'agression de l'Afrique du Sud contre ses voisins a nettement moins retenu l'attention, pas plus celle des journaux que des analystes politiques, bien que cette agression soit un fait bien établi. Le cadre de la déstabilisation régionale est présenté au cours du chapitre ci-dessous : "La stratégie sud-africaine."

La "stratégie totale" de l'Afrique du Sud est un projet de domination fondé sur la coordination de facteurs internes et externes. Ce rapport n'examine pas les aspects internes et parallèles, mais plutôt les répercussions régionales d'une stratégie consistant à appliquer des sanctions économiques contre les Etats voisins, à intervenir directement par des moyens militaires et à poursuivre cette guerre par groupes interposés.

Le réseau de transport du Mozambique, surtout parce qu'il débouche sur la mer, joue un rôle déterminant dans la survie de la région et dans la réduction de sa dépendance à l'égard de l'Afrique du Sud. Ce réseau—et la nation et le peuple qui l'entourent—ont été détruits au point de limiter les options de survie indépendante dont dispose le Mozambique et d'augmenter énormément les coûts de défense de la région, en amenuisant les ressources disponibles pour le développement et en effrayant les investisseurs étrangers.

Un haut responsable du Département d'Etat américain a déclaré lors d'une conférence organisée au début de 1988 par les Nations Unies à l'intention des donateurs internationaux du Mozambique que la situation de ce pays était caractérisée par une "guerre systématique et brutale de terreur contre des civils innocents sous forme de travaux forcés, de famine, de sévices physiques et de tueries gratuites... l'un des holocaustes les plus cruels qui aient été perpétrés contre de simples êtres humains depuis la deuxième guerre mondiale". Il a été confirmé au milieu de 1989, y compris par le Département d'Etat, que le soutien sud-africain au terrorisme au Mozambique se poursuivait, malgré la pression en faveur de la paix—ou bien, dans le cadre de ce processus.

Ce rapport présente la situation de chacun des Etats membres de la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC), et analyse dans

chaque cas les coûts de la guerre livrée par l'apartheid pour sa survie. Le cas de la Namibie est présenté en annexe.

On compte 1,5 million de morts, dont plus de la moitié sont des enfants de moins de 5 ans qui auraient vécu s'il n'y avait pas eu la guerre. Celle-ci a déplacé au moins une fois de chez eux la moitié des habitants du Mozambique et de l'Angola; pour beaucoup de ces personnes, la survie est tributaire de l'aide alimentaire d'urgence. Il est plus difficile de déterminer le nombre de blessés, d'estropiés, de mutilés et de sous-alimentés et de chiffrer les effets futurs de la perturbation de l'enseignement et, dans certains cas, ceux du traumatisme infligé aux enfants par une guerre particulièrement cruelle.

Le coût total à la région de la déstabilisation et de l'agression de la région par l'Afrique du Sud est à présent de l'ordre de 10 milliards de dollars par an, soit à peu près 40 % du PIB régional réalisé. De 1980 à 1988, il s'est chiffré approximativement à 60 milliards de dollars, ce qui représente le double du PIB annuel actuel et le triple des apports bruts de ressources extérieures (dons, prêts concessionnels, crédits à l'exportation et prêts commerciaux).

Ce coût a été très inégalement réparti entre les pays, l'Angola supportant la plus grosse charge en valeur absolue, (4,5 milliards de dollars en 1988 et entre 27 et 30 milliards de dollars de 1980 à 1988)—le Mozambique venant ensuite avec 2,5 à 3 milliards de dollars en 1988 et 15 milliards de dollars pour la période. A eux deux, ces pays ont subi 70 à 75 % des pertes de PIB. Toutefois, aucun Etat n'a été à l'abri de pertes substantielles, même le Swaziland, par exemple, ayant à subir une perte de 30 millions de dollars en 1988 et de 200 millions de dollars pour la période 1980-1988. Au cours de la période, six Etats ont enregistré chacun des pertes cumulées supérieures à 1 milliard de dollars.

Les pertes ont aussi sensiblement varié en pourcentage du PIB effectif : de près de 100 % pour l'Angola et le Mozambique à 10 % ou moins pour le Botswana, la Tanzanie, le Lesotho et le Swaziland. Toutefois, même une perte de 5 à 10 % du PIB doit être considérée substantielle pour un petit pays pauvre dont les possibilités macroéconomiques sont limitées du point de vue fiscal, des devises et de la sécurité alimentaire, et dont la majorité des ménages ont un revenu à peine supérieur au seuil de pauvreté absolue et courent le risque d'une mort prématurée.

Les pertes sont essentiellement dues au surcroît des dépenses consacrées à la défense, aux pertes d'exportations de marchandises, au surcroît des coûts de transport du commerce extérieur et à la perte de recettes de transit. Les pertes subies au niveau de la production rurale et des envois de fonds des travailleurs expatriés ont eu des répercussions macroéconomiques moins importantes, bien qu'elles aient constitué les facteurs économiques les plus pénibles pour les ménages pauvres, notamment au Mozambique et en Angola.

Les pertes donnent à penser qu'en l'absence de guerre, le taux de croissance annuelle du PIB de la région aurait été de l'ordre de 5 %, contre 3 % enregistré effectivement. L'Angola et le Zimbabwe auraient pu réaliser une solide croissance par habitant, de 8 % par an, alors que le Mozambique, la Tanzanie, probablement le Malawi et peut-être la Zambie, auraient pu maintenir la croissance de leur PIB à un niveau égal ou supérieur à l'accroissement démographique.

Les coûts humains se prêtent moins bien à une récapitulation chiffrée. La surmortalité de bébés et d'enfants de moins de 5 ans représente l'aspect le plus choquant. Au total, le nombre de gens qui ont péri dans la région des suites directes ou indirectes de l'agression régionale de l'Afrique du Sud atteint 1,5 million pour 1980-88. Au Mozambique, le total est proche de 900.000, soit près de 6 % de l'effectif estimatif de la population en 1988 et, pour l'Angola, 500.000 ou 5,5 %. Le total pour le reste de la région aurait été à peu près 100.000.

Le deuxième indicateur du coût humain est fourni par le nombre de personnes déplacées et celui des réfugiés. La moitié de la population de l'Angola et du Mozambique—soit 12 millions de personnes—rentre dans cette catégorie. De plus, les quelque 700.000 Mozambicains réfugiés au Malawi (environ 10 % de la population de ce pays) exercent de fortes pressions sur ses terres, son équilibre alimentaire et l'environnement.

Ces chiffres sont épouvantables. Ils confirment l'hypothèse selon laquelle la cause principale des revers économiques et de la misère humaine en Afrique australe est la déstabilisation par l'Afrique du Sud, ainsi que l'agression qu'elle mène ouvertement ou par groupes interposés.

Si l'on ne met pas un terme à l'apartheid, il ne saurait y avoir de paix durable dans la région. Mais avec la perspective d'une réduction des hostilités apparaît un faible espoir de reconstruction économique et sociale, et l'urgente nécessité d'une prise de conscience accrue par la communauté internationale de l'ampleur des dégâts qui ont été infligés à la région au nom de l'apartheid—aux populations de la région, à leur économie, à leurs équipements sociaux, à leurs enfants et à leur avenir.

Le coût chiffré ici, en termes humains et économiques, doit être mesuré en fonction des pertes sur les plans du développement, de l'investissement, de l'éducation et des possibilités d'emplois, de la défense nationale et de la dette extérieure.

Tel est le coût d'une guerre qui devra un jour faire place à la paix. Tel est, pour la région de l'Afrique australe, le prix d'avoir refusé la pratique de l'apartheid. Car ce refus explique la stratégie sud-africaine de l'agression. Elle a cherché à imposer des coûts si épuisants que la région de première ligne serait persuadée à la longue d'accepter la réalité de l'apartheid, ou bien sa version modifiée.

Evidemment, c'est un but qui ne peut se réaliser.

Tableau 1

**PERTES DE PRODUIT INTERIEUR BRUT DANS
LA REGION DE LA SADCC
1980-88**

(millions de dollars; prix de 1988)

Pays	1988		1980-1988	
	Pertes	Pourcentage du PIB effectif	Pertes	Pourcentage du PIB effectif en 1988
ANGOLA	4.500	90	30.000	600
MOZAMBIQUE	3.000	110	15.000	550
ZIMBABWE	1.350	25	8.000	145
MALAWI	550	30	2.150	133
ZAMBIE	500	20	5.000	200
TANZANIE	500	10	1.300	26
BOTSWANA	125	10	500	40
LESOTHO	50	7	300	42
SWAZILAND	30	5	200	33
TOTAL	10.605	43	62.450	210

Source : Données nationales et estimations préliminaires du PIB en 1988 telles qu'elles sont présentées dans le texte.

Tableau 2

**NOMBRE DE MORTS LIEES A LA GUERRE DANS
LA REGION DE LA SADCC
1980-88**

Pays	Bébés/enfants	Total
MOZAMBIQUE	494.000	900.000
ANGOLA	331.000	500.000
ZAMBIE	50.000	50.100
TANZANIE	25.000	25.060
MALAWI	25.000	25.000
ZIMBABWE	—	500
LESOTHO	—	500
SWAZILAND	—	250
BOTSWANA	—	50
TOTAL	925.000	1.501.460

Source : UNICEF, *Les enfants de la ligne de front*, " Les enfants en Afrique australe," et estimations examinées dans le texte.

LA STRATEGIE SUD-AFRICAINE :

Les coûts humains et économiques pour la région

Le système de l'apartheid a considérablement retenu l'attention internationale, ainsi que l'Afrique du Sud elle-même, ce qui est normal. Toutefois, l'exportation de la violence et la destruction des économies et des vies des Etats voisins par Pretoria pour assurer la survie de l'apartheid attirent nettement moins l'attention des journalistes et des analystes politiques.

L'Afrique du Sud poursuit activement depuis une dizaine d'années une politique de "stratégie totale" qui a des dimensions tant extérieures qu'intérieures et des objectifs économiques, diplomatiques et politiques, bien qu'elle ait le plus souvent recouru à des moyens militaires pour les réaliser.

En 1989, du fait d'un début de pourparlers en Angola, de l'approche des élections en Namibie et de nouvelles perspectives d'une fin du terrorisme au Mozambique, l'Afrique du Sud est saluée dans certains milieux comme l'"artisan de la paix" régionale.

A l'heure où la stratégie régionale de l'Afrique du Sud livre sa dernière bataille—la grande bataille entre les forces de la dignité humaine et celles de l'apartheid—il importe d'évaluer le coût de cette stratégie pour ses voisins, le coût en destruction et en pertes du point de vue du développement, et le coût en vies humaines. Voilà le projet de cette étude qui fait en même temps l'analyse des causes et des solutions.

On n'est pas universellement conscient du fait que pour l'Afrique du Sud, la stratégie régionale de pressions économiques et militaires s'inscrit dans sa "stratégie totale" de défense de l'apartheid. Le rapport de l'UNICEF intitulé *Les enfants de la ligne de front*, qui a fait l'objet d'une large diffusion dans les médias, présente très efficacement certains détails statistiques. Toutefois, l'analyse régionale ne se retrouve pas dans la planification de la politique internationale (et dans certains cas même nationale) en ce qui concerne l'Afrique du Sud et l'Afrique australe.

Cette situation tient en partie à une tendance de l'économie tant théorique qu'appliquée, amorcée après 1945, à ne pas considérer la guerre comme partie intégrante des processus économiques. On ne tient pas compte de la guerre en tant que variable ou choc exogène (comme les termes mondiaux de l'échange ou la sécheresse nationale) dont les répercussions sur chaque secteur social et économique, sur les niveaux macroéconomiques globaux, les taux de change et la balance des paiements, méritent la plus grande attention. Cette lacune est d'autant plus grave que les pertes régionales annuelles de production se chiffrent désormais à plus de 10 milliards de dollars—pour au moins quatre pays (Angola, Mozambique, Zimbabwe, Malawi) et peut-être deux autres (Tanzanie, Zambie) les pertes sont supérieures à 10 % de leur PIB réel—et que le PIB réel de l'Angola

et du Mozambique est inférieur à 50 % de ce qu'il aurait probablement été en l'absence de l'agression sud-africaine.

Ce n'est pas simplement une omission faite à l'extérieur de la région. Seuls le Mozambique et la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) ont les moyens d'établir des estimations récentes des pertes de PIB; les estimations de coûts par l'Angola remontent à plus de cinq ans. De plus, la plupart des analyses ne lient pas les charges militaires, le surcroît de coûts de transport, les dommages causés par la guerre, le terrorisme et la déstabilisation à des résultats macroéconomiques et sectoriels spécifiques, par exemple les équilibres extérieurs et budgétaires, la sécurité alimentaire, la prestation de services publics, l'investissement brut et net, etc.

Cette étude représente un premier effort visant à présenter sous une forme compréhensible le prix économique et humain imposé par le régime de l'apartheid à ses voisins. Le chapitre d'introduction passe brièvement en revue les aspects régionaux de la stratégie totale de l'Afrique du Sud et la nature des coûts économiques et humains subis par la région. Ce chapitre conclut en relevant certaines répercussions analytiques et du point de vue de la coopération locale et extérieure.

Les chapitres suivants récapitulent l'incidence sur chacun des neuf Etats membres de la SADCC, plus la Namibie, les pays les plus affectés—Mozambique et Angola—retenant davantage l'attention. Les résultats permettent ensuite de déterminer le type et la portée appropriés de l'appui extérieur et de la coopération avec les Etats d'Afrique australe, ainsi que le type et l'ampleur des pressions à exercer sur l'Afrique du Sud.

Les chiffres utilisés sont estimés sur la base de données et de relations disponibles, et représentent des ordres de grandeur et non des données empiriques précises enregistrées. C'est une réalité qui s'applique également à presque toutes les données d'économie appliquée au niveau sectoriel et macroéconomique. De fait, le coût est tellement élevé en valeur absolue et par rapport aux moyens économiques des victimes, qu'il importe peu si les chiffres sont sous-estimés ou surestimés de 25 %.

Cette étude montre que le coût des destructions et des pertes de PIB subies par la région se chiffre à plus de 60 milliards de dollars.

Le nombre de morts atteint 1,5 million, la moitié des victimes sont des enfants de moins de 5 ans qui auraient vécu si les services de santé n'avaient pas été détruits—s'il n'y avait pas eu la guerre. La moitié des habitants du Mozambique et de l'Angola ont été soit déplacés au moins une fois par la guerre soit obligés de compter sur l'aide alimentaire d'urgence pour survivre. Il est plus difficile de déterminer le nombre de blessés, d'estropiés, de mutilés et de malnutris, ainsi que de chiffrer les effets futurs de la perturbation de l'enseignement et, dans certains cas, du traumatisme qu'une guerre particulièrement brutale a infligé aux enfants.

Stratégie totale

La stratégie de survie de l'Afrique du Sud n'a guère changé d'intention au cours des vingt dernières années—depuis que le premier ministre d'alors Hendrik Verwoerd a établi le système de "homelands" ethniques—bien que la procédure tactique ait été sensiblement réajustée. Le projet d'une "sphère de coprosperité" de Johannes Vorster a donné lieu à la "constellation d'Etats d'Afrique australe" de P.W. Botha. La "détente et le dialogue" de Vorster ont laissé la place à la "stratégie totale" de Botha. La modification tactique la plus notable dans ce dernier cas porte sur l'expansion de l'influence militaire en Afrique du Sud et au-delà de ses frontières, en tant que partie intégrante d'une politique qui vise à obtenir la soumission qui accompagne l'acceptation de l'Afrique du Sud comme "superpuissance" régionale.

Un aspect interne de cette "stratégie totale" a consisté à créer le "système de gestion mixte de la sécurité", un type militaire d'administration allant du puissant Conseil de sécurité d'Etat, aux comités des centres de district jusqu'aux cellules. Cette étude ne vise pas à examiner ces aspects internes et parallèles de la stratégie de survie de Pretoria, mais plutôt à évaluer le coût de cette stratégie pour la région.

Définie pour la première fois dans un Livre Blanc de la Défense de 1977, lorsque Botha était Ministre de la défense, la "stratégie totale" prévoyait la coordination des stratégies internes et externes dans quatre domaines—économique, militaire, diplomatique et politique. L'objectif sur le plan régional consiste à maintenir une dépendance économique chez les Etats voisins qui profite à l'Afrique du Sud en même temps qu'elle assure la soumission politique des premiers. Ces Etats serviraient également à barrer la route aux sanctions internationales étant donné que celles-ci leur nuirait aussi.

L'Afrique du Sud ne tient pas simplement à déstabiliser militairement les Etats qui ont le malheur géographique de partager ses frontières, mais plutôt à recourir à des méthodes de destruction ou des mesures décourageantes, ainsi qu'à des "incitations" pour "persuader" ces Etats qu'ils ont intérêt à soutenir Pretoria et non à s'opposer à l'apartheid.

Les manifestations de ce type de pressions sont trop nombreuses pour être relevées ici, mais des exemples en donneront une indication :

- la destruction de voies régionales de transport à travers le Mozambique et l'Angola a forcé cinq autres Etats de la SADCC qui sont enclavés à emprunter des voies traversant l'Afrique du Sud, ce qui prive ces cinq Etats de recettes de transit qui sont plutôt déposées dans les caisses de Pretoria;
- l'Afrique du Sud a recours à ce contrôle sur le commerce régional, notamment les exportations de produits primaires et les importations de pétrole, pour exercer des pressions sur les voisins qui sont favorables aux sanctions ou condamnent ouvertement l'apartheid; et ce contrôle lui permet de contourner les sanctions interna-

tionales, comme le permet aussi la commercialisation conjointe de certains produits primaires tels que les agrumes, le charbon et les diamants;

- elle utilise les projets économiques conjoints, déjà en marche ou bien à l'étude, pour essayer d'obtenir, sous la pression, des accords de sécurité, et y parvient dans certains cas;
- elle a recours à la guerre ouverte et clandestine pour imposer à certains pays voisins la coexistence pacifique avec l'apartheid et exercer sur les pays d'accueil des pressions pour qu'ils expulsent les exilés sud-africains qui sont favorables à la suppression de l'apartheid et à l'instauration de la démocratie en Afrique du Sud;
- un exemple politique est fourni par l'application par divers moyens, sans succès jusqu'à présent, de pressions en faveur de la reconnaissance des "homelands", et par conséquent du "développement séparé";
- des missions diplomatiques effectuées en Europe ou dans la région par les dirigeants sud-africains ont suivi ou précédé la signature d'accords avec certains pays voisins en 1984—que Pretoria a violés—et en 1988.

Dans le cadre de cette "stratégie totale", Pretoria reconnaît qu'elle doit entretenir des rapports avec les Etats de la région gouvernés par la majorité à prédominance noire avec une participation blanche sur une base non raciale. Toutefois, Pretoria cherche parallèlement à ternir l'image des Etats non raciaux de la région pour qu'ils ne soient pas considérés comme des modèles pour l'Afrique du Sud : en imposant des obstacles économiques, en détruisant les voies de transport, en réduisant le potentiel de développement par l'augmentation du coût de la défense, etc. Plus à l'intérieur du continent, l'Afrique du Sud cherche à diviser les Etats africains et à atténuer leur opposition à l'apartheid en offrant des incitations économiques telles que des crédits à long terme et des prêts souples.

Maintenir la région sûre et rentable

La "stratégie totale" de l'Afrique du Sud pour la défense de l'apartheid perçoit l'"attaque totale" contre ce régime comme étant essentiellement d'origine extérieure. Pretoria estime donc qu'il est nécessaire de disposer autour de l'Afrique du Sud d'un cordon sanitaire militaire, et de préférence politique. Ce cordon, qui est l'un des thèmes de la politique sud-africaine depuis au moins les années 40, a été rompu par l'indépendance du Mozambique, de l'Angola et du Zimbabwe, l'agression sud-africaine après 1980 visant essentiellement à le rétablir.

Pretoria a choisi de ne pas admettre, en théorie comme en réalité, que la lutte pour la démocratie pourrait venir de l'intérieur, de la majorité de la population d'Afrique du Sud privée du droit électoral. Elle juge donc possible et préférable de livrer sur un sol étranger la guerre pour la survie de l'apartheid.

Le deuxième objectif régional de l'Afrique du Sud consiste à faire de la région un espace vital rentable pour ses exportations de biens et de services. La croissance de ses exportations invisibles et visibles de ces vingt dernières années est en partie imputable à l'existence de cette région. Cette expansion a relancé le PIB dont la croissance est freinée par les exportations, ainsi que le secteur industriel également fragile du fait d'un marché intérieur limité.

Les objectifs de sécurité et de rentabilité ne sont ni entièrement compatibles ni totalement contradictoires. D'une manière générale, l'Afrique du Sud poursuit une politique de déstabilisation, d'agression, de sabotage et de terrorisme, directement ou par groupes interposés, contre l'Angola et le Mozambique, deux Etats côtiers, tout en cherchant à conserver certains liens économiques avec ce dernier. Cette politique a, jusqu'à une date récente, pratiquement isolé quatre des Etats enclavés de la SADCC (Zimbabwe, Botswana, Malawi et Swaziland) des voies de transport qui les relient à l'extérieur, à l'exception de celles qui passent par l'Afrique du Sud et a, jusqu'en 1988, obligé un cinquième pays (la Zambie) à utiliser dans une certaine mesure les itinéraires sud-africains. L'Afrique du Sud et la SADCC considèrent cette arme du transport comme un facteur déterminant de la recherche de l'hégémonie régionale par Pretoria. Elle est également très profitable à l'Afrique du Sud, aussi bien du point de vue des recettes de transports et de services commerciaux que du fait que la situation privilégiée des exportations sud-africaines sur des marchés pratiquement captifs en est renforcée.

Pour décourager les sanctions commerciales et le soutien actif aux groupes opposés à l'apartheid, l'Afrique du Sud utilise la déstabilisation économique (par les obstacles commerciaux, le retrait de wagons de chemins de fer, le ralentissement des courants d'exportation et d'importation), l'agression (par groupes interposés) ainsi que des attaques directes. Et pourtant, la politique de prudence de l'Afrique du Sud lui a permis d'éviter de trop appauvrir les Etats voisins, ce qui les empêcherait d'acheter les produits sud-africains. Le Lesotho a été traité de la même manière que d'autres pays enclavés, bien que l'Afrique du Sud ait usé de sa plus grande influence sur les transports pour effectuer un changement de gouvernement en imposant un blocus économique.

Les autorités sud-africaines estiment qu'elles doivent maintenir l'Afrique australe sûre et rentable pour l'apartheid, et elles tiennent à recourir à des sanctions aussi bien militaires qu'économiques pour atteindre cet objectif, et à démontrer qu'elles ont le pouvoir nécessaire pour imposer ce lourd fardeau aux Etats indépendants d'Afrique australe.

Les coûts économiques de la guerre

Il y a trois méthodes fondamentales d'estimation des coûts de la guerre. La première consiste à établir une liste des éléments de ces coûts. Il s'agit, pour les économies de la SADCC, des dommages directs de la guerre, des dépenses supplémentaires de défense,

Tableau 3

METHODE DE COUT DIRECT POUR EVALUER LES
PERTES POUR LA REGION DE LA SADCC
1980-84

	Estimations de la SADCC	Green et Thompson
DOMMAGES DIRECT DUS A LA GUERRE	1.610.000.000	1.610.000.000
SURCROIT DE DEPENSES MILITAIRES	3.060.000.000	3.310.000.000
HAUSSE DES COUTS DE TRANSPORT, ENERGIE	970.000.000	970.000.000
CONTREBANDE, PILLAGE	190.000.000	190.000.000
REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES	660.000.000	660.000.000
PERTES D'EXPORTATION	230.000.000	550.000.000
BOYCOTTS, EMBARGOS	260.000.000	260.000.000
PERTES DE PRODUCTION	800.000.000	800.000.000
PERTES DE CROISSANCE ECONOMIQUE	2.000.000.000	4.000.000.000
ARRANGEMENTS COMMERCIAUX	340.000.000	590.000.000
TOTAL	10.120.000.000	12.940.000.000

Source : *Frontline Southern Africa: Destructive Engagement.*

Tableau 4

ESTIMATION AJUSTEE DU COUT DIRECT DE LA
GUERRE POUR LA REGION DE LA SADCC
1980-88

Année	Ajusté sur la base des estimations de la SADCC	Ajusté sur la base des estimations de Green et Thompson
1980-84	10.120.000.000	12.940.000.000
1985	7.000.000.000	7.000.000.000
1986	8.000.000.000	8.000.000.000
1987	9.000.000.000	9.000.000.000
1988	10.000.000.000	10.000.000.000
TOTAL AUX PRIX RETROSPECTIFS	44.120.000.000	46.940.000.000
TOTAL EN DOLLARS 1988	53.000.000.000	56.000.000.000

La hausse vertigineuse en 1985 par rapport à la moyenne de 1980-84 tient à l'escalade du conflit, à l'augmentation des dépenses militaires, aux pertes cumulées de production et à l'inflation.

Source : *Les enfants de la ligne de front*

de la hausse des coûts de transport, des pertes de recettes de transports sur les voies endommagées ou fermées par l'action directe de Pretoria ou par groupes interposés, de la hausse des coûts d'énergie, du pillage et de la contrebande, de la destruction de produits d'exportation ou des voies qu'ils empruntent, de la réduction de la productivité par un terrorisme rural, de l'appui accordé aux ressortissants déplacés et aux réfugiés des pays voisins, du boycott et des embargos commerciaux pratiqués par l'Afrique du Sud, des coûts excédentaires des marchandises sud-africaines ou du crédit à long terme, des arrangements commerciaux et douaniers inéquitables, des pertes de production et de croissance du fait que les ressources sont détournées des nouveaux investissements et de l'expansion en faveur des dépenses consacrées à la défense, aux secours d'urgence et à la reconstruction.

Selon l'estimation de la SADCC, ces coûts pour la période 1980-84 se sont chiffrés à 10,12 milliards de dollars, et ils ont été révisés pour la même période à 12,94 milliards de dollars par Carol Thompson et R.H. Green. Jusqu'à la fin de 1988, le total sur cette base était de l'ordre de 44 à 46,94 milliards de dollars, et bien au-delà de 50 milliards de dollars aux prix de 1988. Les principaux éléments sont les dépenses consacrées à la défense et les pertes de croissance économique, alors que les dommages causés par la guerre, les coûts de transport et de l'énergie, les secours aux réfugiés et les pertes de la production actuelle occupent également une bonne place. Les pertes d'exportation, y compris de transit, sont prises en compte pour le Mozambique et, en dehors du secteur pétrolier, pour l'Angola.

Le principal inconvénient de cette méthode tient au fait qu'elle risque de comptabiliser deux fois les mêmes éléments, par exemple les pertes d'exportation et celles de production; elle a aussi des lacunes tenant à une comptabilisation peu satisfaisante des pertes de croissance. S'il est possible d'estimer l'ordre de grandeur de tous les éléments, aucun d'eux ne peut réellement faire l'objet d'un calcul précis et plusieurs—le surcroît de dépenses militaires, les pertes de production qu'auraient permis les nouveaux investissements—reposent sur des estimations quelque peu problématiques, notamment le montant du budget militaire de base en l'absence de la guerre, les normes des coefficients marginaux de capital/production, etc.

Une deuxième méthode d'estimation des coûts de la guerre consiste à calculer les taux estimatifs de croissance sans la guerre pour le produit intérieur brut et à les comparer aux résultats effectifs. Sur cette base, on arrive à un montant de 5,5 milliards de dollars pour le Mozambique et 15 milliards de dollars pour l'Angola au cours de la période 1980-86, en dollars 1986 et selon l'hypothèse d'un taux de croissance sans la guerre de 5 % et 8 % respectivement. Dans le cas du Mozambique, ce calcul a prévu une reprise substantielle, amorcée en 1979 mais stoppée par la montée du terrorisme et du sabotage en 1981. En Angola, la croissance entraînée par le secteur pétrolier était prévue, ainsi qu'une

reprise qui aurait pu se produire dans d'autres secteurs en l'absence de l'agression sud-africaine en 1976-80, et son escalade à partir de 1981.

Le total régional, entre 25 milliards et 28 milliards de dollars au cours de la période 1980-86 figurant dans *Les enfants de la ligne de front*, comprend 5 à 8 milliards de dollars pour les sept autres Etats de la SADCC, calculés en fonction d'une liste de coûts modifiée, la troisième méthode d'estimation des coûts de la guerre. Ce total est trompeur par sa similitude avec le total de la liste directe de coûts de 1986 compris entre 25 et 28 milliards de dollars. Cette troisième méthode inclut, alors que le calcul du PIB exclut, les pertes du patrimoine de capital sauf dans la mesure où elles sont reflétées dans les pertes et les dépenses courantes de production avec certaines répercussions sur le PIB (par exemple les secours accordés aux réfugiés, les traitements des militaires et les achats locaux). La similitude des deux ordres de grandeur tend par conséquent à les confirmer, ce qui implique des lacunes dans l'estimation de la liste, ou l'hypothèse trop élevée du taux de croissance en l'absence de la guerre dans le calcul du PIB.

A la fin de 1988, sur la base des pertes de PIB, le coût pour la région de l'agression et de la déstabilisation sud-africaines dépassait 60 milliards de dollars aux cours de 1988—soit plus du double du PIB effectif. Ce montant représente la baisse de la production totale des pays de la SADCC depuis 1980 par suite de la guerre. On calcule cette différence par la projection d'un scénario de rechange pour l'Angola et le Mozambique, c'est-à-dire en projetant la croissance probable sans la guerre, et, dans le cas des autres pays de la SADCC, en faisant la somme des éléments spécifiques préjudiciables à la production et à la croissance.

La guerre a réduit la croissance régionale pour la période 1986-88, qui est tombée d'un taux probable de 5 à 6 % en temps de paix à 2 à 3 %—c'est-à-dire de 2 % au-dessus à 1 % au-dessous du taux d'accroissement démographique. En l'absence de la guerre livrée par l'Afrique du Sud, la région de la SADCC aurait enregistré un fléchissement nettement moins prononcé de la production au début des années 80 et une reprise sensiblement plus marquée et durable du milieu à la fin des années 80, même si tous les autres facteurs étaient demeurés inchangés.

Il faut aussi souligner que la fin de l'agression sud-africaine ne mettra pas fin à ces pertes, elle ne fera que les réduire. Même sur la base de la méthode de la liste, les pertes de croissance potentielle constituent désormais l'élément principal. La paix, la capacité à réduire les dépenses militaires et l'accès à des voies de transport et des sources d'importation meilleur marché pourraient, moyennant un appui de réadaptation, rétablir la croissance régionale à un taux annuel de 5 à 6 %. Le niveau de référence resterait cependant inférieur d'au moins 10 milliards de dollars. De ce fait, la région continuerait à subir indéfiniment des pertes annuelles de 500 à 600 millions de dollars, pour ce qui est de

la croissance, ce qui représente toutefois un ordre de grandeur entièrement différent des 10 milliards de dollars par an.

Les coûts humains de la guerre

Les dommages économiques présentés ci-dessus entraînent par eux-mêmes des coûts généralisés et graves. Le niveau de vie de la plupart des habitants des Etats de la SADCC est très proche du seuil de pauvreté absolue, s'il ne lui est pas inférieur. Le nombre de pauvres absolus ou de personnes n'ayant pas accès aux services d'éducation de base, de santé et d'eau serait bien moins élevé si le PIB effectif était supérieur de 25 % et augmentait de 5 à 6 % par an. La guerre livrée par l'Afrique du Sud a cependant trois autres conséquences plus directement préjudiciables : la perte de sécurité alimentaire, le déplacement de populations à grande échelle et la mort.

A l'exception de l'Angola en 1975, et éventuellement du Mozambique en 1986, les attaques indirectes et directes par les forces armées sud-africaines n'ont pas cherché sérieusement à mettre en place de nouveaux gouvernements. Elles se sont concentrées plutôt sur le sabotage visant des objectifs économiques spécifiques, par exemple, les transports et l'énergie; le terrorisme de grande envergure destiné à détruire l'autorité de l'Etat, l'infrastructure économique et sociale et la production rurale; ainsi que des raids limités de commandos par les forces spéciales de l'armée sud-africaine.

Les deux premiers types d'activités financées, approvisionnées, planifiées, dirigées, parfois menées par les Sud-Africains, sont essentiellement exécutées par groupes interposés, notamment le Renamo au Mozambique et l'Unita en Angola. Des groupes moins dignes d'intérêt ont été utilisés au Lesotho, en Zambie et au Zimbabwe, et le Renamo sert de plus en plus et ouvertement à effectuer des raids par-delà les frontières contre la Zambie, le Zimbabwe et, dans une moindre mesure, la Tanzanie.

Les groupes les plus importants ont été hérités d'autres régimes coloniaux de la région par les services de renseignement militaire sud-africains. Le Renamo a été constitué par les services de renseignements rhodésiens à l'époque où le Mozambique a obtenu son indépendance du Portugal en 1975, et les forces spéciales de défense sud-africaines en ont hérité lorsque la Rhodésie est devenue le Zimbabwe en 1980. Sous la tutelle de ces forces, et bénéficiant d'une formation dispensée par celles-ci, doté d'un nouvel équipement et muni de nouvelles directives, le Renamo a été lancé l'année suivante contre le Mozambique en tant que force de destruction économique et sociale. De même, l'Afrique du Sud a hérité de l'Unita après l'échec de son invasion de l'Angola en 1975, et l'a réorganisée et rééquipée. En Angola, toutefois, l'action militaire sud-africaine a été plus ouverte : plus d'une douzaine d'invasions d'envergure et l'occupation sans interruption de certaines régions du pays pendant de nombreux mois (ou années).

Le terrorisme rural a empêché la population rurale de se stabiliser ou de rétablir la

production. Il s'est traduit par des pénuries alimentaires à grande échelle, même dans les zones fertiles, des déficits de production atteignant 1,5 million de tonnes de céréales. Les répercussions économiques de la guerre—aggravées en Angola par l'effondrement des prix du pétrole en 1986—ont empêché de combler ces déficits avec des importations commerciales, alors qu'il s'est révélé difficile, (en raison du sabotage des transports et du terrorisme rural), de distribuer à l'intérieur des deux Etats l'aide alimentaire qui n'a du reste jamais dépassé 650.000 tonnes par an.

Près de la moitié des habitants du Mozambique et de l'Angola ont été déplacés au moins une fois (généralement en perdant leurs biens, parfois la vie, parfois gravement blessés) ou sont touchés par la famine entraînée par la guerre. La situation n'étant pas statique, les chiffres évoluent, mais les estimations nationales combinées pour le Mozambique et l'Angola pendant la première moitié de 1989 se présentent comme suit :

- au moins 1,5 million de personnes se sont réfugiées dans les pays voisins;
- quelque 6,1 millions de personnes sont déplacées dans leur propre pays, dépourvues de moyens appréciables de rétablir leur production ou leurs revenus à cause de la guerre (environ 1 million ont émigré vers des zones urbaines où elles vivent dans des quartiers de taudis ou bidonvilles sans moyens autonomes d'existence);
- sont également affectés dans les deux pays des citoyens, au nombre d'environ 4,5 millions, dont les besoins alimentaires jadis satisfaits par le surplus rural, ne le sont plus.

On compte au moins trois types de mort causée par la déstabilisation de la région par l'Afrique du Sud, surtout au Mozambique et en Angola. Il s'agit de la mort liée à la famine lorsque la nourriture n'est pas disponible à cause de la sécheresse et de l'insécurité; les morts, en particulier d'enfants et d'adolescents, sous l'effet combiné de la malnutrition, de la maladie et de la destruction des réseaux ruraux de santé; et les victimes civiles et militaires imputables directement à la guerre ou au terrorisme.

Le nombre total de morts attribuées à ces causes aurait atteint 1,5 million à la fin de 1988.

Plus de la moitié des morts étaient des bébés et des enfants de moins de 5 ans, victimes de la destruction des services de santé ou de la famine entraînée par la guerre. L'UNICEF qualifie ces pertes de surmortalité, par rapport au taux normal de mortalité d'un pays ou d'une région. Il a estimé, vers la fin de 1988, qu'un enfant de moins de 5 ans mourrait toutes les trois minutes et demie au Mozambique et en Angola, soit 17 toutes les heures et 408 chaque jour, ce qui équivaut à un avion gros porteur à réaction rempli d'enfants s'écrasant chaque jour.

Le nombre total d'enfants qui ont péri dans ces deux pays après huit années de guerre dépasse le nombre global des victimes à la suite du bombardement atomique d'Hiroshima et de Nagasaki.

Tableau 5

NOMBRE DE MORTS DE BEBES ET D'ENFANTS DE MOINS DE CINQ ANS DUES A DES CAUSES LIEES A LA GUERRE AU MOZAMBIQUE ET EN ANGOLA 1980-88

Année	Angola	Mozambique	Total
1980	0	0	0
1981	10.000	15.000	25.000
1982	20.000	30.000	50.000
1983	31.000	46.060	77.000
1984	42.000	63.000	105.000
1985	55.000	82.000	137.000
1986	56.000	84.000	140.000
1987	58.000	86.000	144.000
1988	59.000	88.000	147.000
TOTAL	331.000	494.000	825.000

Source: UNICEF, *Les enfants de la ligne de front*.

Pour les estimations du tableau ci-dessus, on a supposé que les taux de mortalité d'enfants de moins de 5 ans au Mozambique et en Angola sont demeurés dans la fourchette de 325-375 en 1986-88, au lieu d'augmenter, et que 1980 a été une année normale sans morts de bébés ou d'enfants attribuables à la guerre ou à la déstabilisation. L'UNICEF indique par ailleurs que ces hypothèses étant optimistes, ces chiffres sous-estiment la réalité.

En outre, au moins 200.000 personnes sont mortes de la famine causée par la guerre, 150.000 enfants plus âgés et adultes ont été victimes de l'effondrement des services médicaux ou de l'interaction de la malnutrition et de maladies qui n'auraient autrement pas été fatales, et 325.000 civils et militaires ont péri à cause de la guerre ou du terrorisme. Il convient cependant de souligner qu'il s'agit là d'estimations difficiles à vérifier, et que certaines catégories peuvent se recouper, par exemple le nombre de morts parmi les bébés et les adolescents et d'autres provoquées par la famine liée à la guerre.

Les chiffres ci-dessus se rapportent uniquement à l'Angola et au Mozambique. Il existe encore plus de variables dans les sept autres Etats de la SADCC. Dans certains cas (mais pas tous), le coût de la guerre a affaibli l'économie et le budget au point d'éroder la sécurité alimentaire ainsi que les services médicaux et d'approvisionnement en eau. Selon une estimation prudente, le nombre de ces morts et de celles provoquées par des actes de guerre ou de terrorisme, est juste supérieur à 100.000 pour la période 1980-88, le résultat étant surtout conséquence de la guerre sur les services de santé de base de la Tanzanie, du Malawi et de la Zambie.

De même que pour les coûts économiques, la fin de l'agression sud-africaine ne peut que réduire les coûts humains. La réadaptation des services de santé et d'approvisionnement en eau et le rétablissement de la production rurale constituent une tâche que l'on ne pourra accomplir qu'avec au moins cinq années de paix. Il faudra plus de temps pour inverser les tendances négatives de mortalité infantile et juvénile, et les ramener au niveau des autres pays à faible revenu. Toutefois, à la deuxième année de paix, le nombre de morts pourrait être réduit de moitié, et à la cinquième année d'environ 80 %, en supposant que l'on accorde la priorité à la sécurité alimentaire, à la vaccination à grande échelle, à l'accès à l'eau potable et aux soins de santé de base.

Les conséquences à tirer sur les plans national, régional et mondial

Etant donné son coût très élevé pour la région de la SADCC, la stratégie de Pretoria devrait s'inscrire au centre des préoccupations de tous les intéressés. Il est nécessaire que la communauté internationale tienne compte de ses répercussions dans tous les secteurs—notamment, mais pas exclusivement, pour l'Angola et le Mozambique—et qu'en matière d'affectation de ressources, les priorités soient axées sur la réduction et l'atténuation de l'agression sud-africaine.

Le programme d'action de la SADCC accorde la priorité au rétablissement et à l'expansion des transports, de l'énergie et des télécommunications, pour renforcer la coopération régionale et desserrer l'emprise non militaire de l'Afrique du Sud sur la région. La promotion du commerce intrarégional en tant que moyen de trouver d'autres sources d'importation et d'orienter les exportations vers des débouchés autres que l'Afrique du Sud représente également une priorité pour la SADCC et la Zone d'échanges préférentiels (PTA) d'Afrique orientale et australe (un groupement de 16 Etats y compris sept membres de la SADCC).

La coordination de plus en plus poussée de la défense régionale au sein des Etats de première ligne (Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe) est illustrée par la solidarité dont ils ont fait preuve pour défendre le Mozambique, et notamment par l'assistance militaire fournie à celui-ci par plusieurs pays de la SADCC. Il en est de même pour l'initiative que ces Etats ont prise en lançant un appel en faveur d'une pression internationale efficace contre l'Afrique du Sud pour l'amener à mettre rapidement fin à son agression régionale et à l'apartheid lui-même.

Ce rôle extérieur des Etats de première ligne, de même que celui que joue la SADCC en matière de mobilisation des ressources, montre que les Etats indépendants d'Afrique australe ne peuvent pas faire face aux coûts liés à la cessation de la dépendance économique unilatérale à l'égard de l'Afrique du Sud. De même, ils ne sont pas en mesure de bloquer l'agression militaire directe et par groupes interposés, de faire vivre et puis d'aider à la réadaptation des réfugiés ou des personnes déplacées, ni de relancer la crois-

sance et le développement. Ceci n'est pas surprenant dans la mesure où ces Etats sont confrontés à la plupart d'autres chocs exogènes (notamment la sécheresse, la dette et la dégradation des termes de l'échange). A l'exception du Botswana, ils sont tous en butte à des manques de devises et la plupart d'entre eux sont accablés par l'insuffisance des capacités d'importation. La région dans son ensemble, consacre près des trois quarts des recettes courantes d'exportation au surcroît de dépenses en devises affectées à la défense, aux coûts plus élevés des voies de transport, aux pertes d'exportation, aux secours d'urgence pour la survie et à la réparation des dommages causés directement par la guerre.

Il y a donc de solides raisons pratiques et morales d'apporter au niveau international un soutien économique et de sécurité aux Etats indépendants d'Afrique australe, et de prendre des mesures efficaces pour mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud.

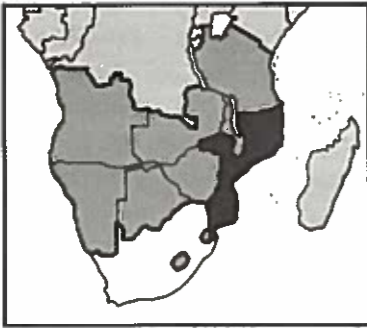
Dans le premier cas, on cherchera à réduire la vulnérabilité et à favoriser la survie et la réadaptation, la valorisation des ressources humaines, le rétablissement de la production et des moyens de défense pour contrebalancer les coûts actuels, et réduire les coûts futurs. Dans le second cas, il s'agira, dans un premier temps, de limiter les moyens militaires et économiques dont l'Afrique du Sud dispose pour causer des dommages à grande échelle à ses voisins, sans perdre de vue l'objectif plus générale de mettre fin à l'apartheid.

Le coût d'une solidarité efficace ne sera pas négligeable—de l'ordre de 3,5 milliards de dollars par an (en plus de l'aide à la réadaptation non liée à la guerre et de la coopération au développement), dont moins d'un tiers fait actuellement l'objet de décaissements effectifs. Ce montant est cependant inférieur au tiers du coût annuel de la guerre que livre Pretoria à ces Etats.

Si la solidarité et la coopération réussissaient, les transferts requis de ressources supplémentaires diminueraient, surtout après la cinquième année de paix environ, alors que les gains économiques seraient substantiels, notamment ceux de l'accroissement du commerce extrarégional avec les Etats membres de la SADCC grâce au rétablissement de la croissance et la réorientation du commerce vers des débouchés autres que l'Afrique du Sud.

MOZAMBIQUE

La lutte pour la survie



Le réseau de transport du Mozambique joue un rôle crucial dans la survie de la région et la réduction de sa dépendance à l'égard de l'Afrique du Sud. Ce réseau—et la nation et le peuple qui l'entourent—ont été la cible de destructions à grande échelle qui ont réduit les options dont dispose le pays pour une survie indépendante, et ont sensiblement augmenté les coûts de défense de la région, amenuisant les ressources disponibles pour le développement et décourageant l'investissement étranger.

Les aspects qualitatifs et quantitatifs du prix de la guerre livrée par Pretoria au Mozambique diffèrent de ceux des autres Etats d'Afrique australe. L'agression armée et le terrorisme y prennent des proportions très différentes. Le nombre de morts et de personnes déplacées diffère également, de même que la gravité de la destruction de l'infrastructure socioéconomique, notamment dans les zones rurales, ce qui a des répercussions fatales du point de vue de la production et de la sécurité alimentaire, ainsi que de la malnutrition grave et de la famine.

Depuis 1981, l'Afrique du Sud cherche à détruire les voies de transport, l'économie, la société civile et la capacité de l'Etat à servir les citoyens du Mozambique—et a pour principal instrument un groupe terroriste hérité de la Rhodésie. L'économie du Mozambique opère désormais à des niveaux nettement inférieurs à la moitié de ce qu'ils auraient été en l'absence de la guerre, alors que près d'un million de Mozambicains seraient toujours vivants si l'escalade des hostilités par l'Afrique du Sud n'avait pas anéanti la fragile paix de 1975-80 conclue avec celle-ci.

Pour le Mozambique, la guerre a été encore plus dévastatrice qu'en Angola, pour deux raisons. Le Mozambique est un pays nettement plus pauvre—il n'a pas un important secteur d'exportations en pleine expansion, qu'il est possible de protéger, équivalent au secteur pétrolier de l'Angola—bien qu'il ait bénéficié d'un soutien international bien plus important. Par conséquent, le Mozambique est bien moins capable sur le plan budgétaire de maintenir les services publics et de fournir une aide d'urgence sur ses propres ressources. En raison d'une pauvreté générale plus marquée dans ce pays, les possibilités de survie sont plus limitées. Ensuite, l'ampleur des dommages causés aux services de santé et d'éducation, ainsi qu'aux moyens d'existence ruraux, y est plus vaste.

Les trois principales tactiques militaires utilisées par l'Afrique du Sud contre le Mozambique sont : les attaques de commando, le sabotage d'installations économiques et le terrorisme de masse. La première est commune à tous les Etats de la SADCC à l'exception de la Tanzanie. La seconde se concentre surtout sur les quatre corridors ferroviaires

—reliant Nacala, Beira et Maputo au Mozambique, Lobito Bay en Angola—et sur certaines grandes unités de production et d'énergie rurale. La troisième vise les écoles, les dispensaires, les villages et les transports locaux, ainsi que les enseignants, le personnel médical, les agents des organismes étrangers d'aide, les responsables des églises et les paysans.

Les responsables publics, notamment ceux qui fournissent des services sont tués ou mutilés, et les paysans si gravement et si souvent harcelés et intimidés qu'ils ne peuvent s'installer pour rétablir leur activité économique ou leurs relations sociales. La moitié au moins des habitants du Mozambique ont dû abandonner leur foyer au moins une fois, et bon nombre d'entre eux plusieurs fois, souvent littéralement chassés par le feu. La guerre a été particulièrement traumatisante pour les Mozambicains des zones rurales, notamment les enfants.

Quelque 250.000 enfants sont devenus orphelins ou sont séparés de leurs parents. Selon les estimations, 300.000 à 500.000 enfants souffrent de traumatisme lié à la guerre. Les cas graves peuvent atteindre 100.000, y compris les orphelins, ceux qui sont mutilés ou qui ont assisté à des massacres, et des enfants recrutés de force dans les "bandidos armados" et obligés à tuer.

Ces bandits armés ont enlevé des milliers de paysans et, les réduisant en esclavage, en ont fait des porteurs, des producteurs de denrées alimentaires, des serviteurs et des prostituées. Ce traitement est décrit en détail dans un rapport de 1988 présenté au Département d'Etat américain par Robert Gersony et intitulé "Summary of Mozambican Refugee Accounts of Principally Conflict-Related Experience in Mozambique". Ce rapport se fonde sur les interviews de 170 réfugiés de 48 districts qui ont été trouvés dans 25 camps différents dans cinq pays. Le rapport conclut que la ressemblance frappante entre les récits des réfugiés qui se sont enfuis du nord, du centre et du sud du Mozambique montre que "la violence est systématique et coordonnée et ne constitue pas un ensemble d'actes isolés spontanés commis par des combattants indisciplinés."

Il est désormais pleinement établi—par diverses sources, y compris les aveux de quelques responsables sud-africains—que les groupes de bandits au Mozambique sont formés, guidés, financés et approvisionnés par Pretoria et utilisent les services de spécialistes et d'officiers sud-africains. Les instructeurs sud-africains leur apprennent à torturer, détruire, mutiler et tuer, et ils enlèvent de jeunes enfants qu'ils obligent à devenir des tueurs sous la menace de mort. La cruauté des membres de ces groupes ne semble pas sans rapport avec les sévices qu'ils subissent eux-mêmes et la crainte d'être tués s'ils se rendent. Malgré cette crainte, près de 3.000 d'entre eux ont accepté l'amnistie du gouvernement en 1988, bon nombre apportant avec eux d'autres preuves de la participation sud-africaine.

Le Département d'Etat et l'Ambassade des Etats-Unis à Maputo ont confirmé au milieu

de 1989 que l'Afrique du Sud continuait à soutenir le terrorisme au Mozambique, malgré la pression en faveur de la paix—ou bien dans le cadre du processus de paix.

Le Mozambique compte environ 4,6 millions de personnes connues comme étant déplacées ou "affectées" qui ont dû abandonner leur foyer et n'ont pas de moyens d'existence. Toutefois, le nombre total de personnes gravement affectées est à peu près le double, se situant à 8,7 millions, lorsqu'on y inclut 1 million de réfugiés dans les pays voisins et les 3,5 millions de citoyens dont les besoins alimentaires étaient satisfaits auparavant par l'excédent des campagnes. Autrement dit, bien plus de la moitié des habitants du pays vivent au-dessous du seuil de la pauvreté absolue.

Comme on l'a vu, la santé et l'enseignement sont les principales cibles de cette guerre : par rapport aux niveaux antérieurs à la guerre, les effectifs scolaires ont été réduits de 500.000 élèves et 5 millions de personnes n'ont plus accès de manière satisfaisante aux services médicaux. Jusqu'à 40 % des approvisionnements ruraux en eau ont été détruits ou ont été gravement endommagés pendant la période 1980-88. Les programmes d'urgence coûtaient 300 millions de dollars par an en 1988, la majeure partie étant, par la force des choses, financée de l'extérieur. Les ressources mozambicaines ont probablement couvert 25 millions de dollars en 1988 et 125 millions de dollars pour la période.

Le nombre de morts directement ou indirectement imputables à la guerre au Mozambique est estimé à quelque 900.000 pour la période 1980-88, dont près de 500.000 sont des bébés ou des enfants de moins de 5 ans, comme le montre le Tableau 5 de l'introduction au présent rapport. On peut ajouter à la surmortalité de bébés et de jeunes enfants les 175.000 enfants plus âgés et adultes qui ont péri des suites des dégâts causés à la production alimentaire, de l'interruption de la distribution alimentaire et de la propagation de maladies résultant de la destruction d'établissements de santé et de l'arrêt des campagnes de vaccination. Ce chiffre, qui comprend les personnes ayant péri à cause d'une famine provoquée par la guerre en 1983-84, représente probablement une sous-estimation. Le chiffre de 100.000 militaires et civils tués directement par la guerre, de 1975 à 1985, selon une estimation du Gouvernement mozambicain, recoupe peut-être en partie les constatations du rapport Gersony selon lesquelles :

"Les quelque 170 réfugiés, chacun représentant une famille, qui sont arrivés en 1987-88, ont fait collectivement état d'environ 600 meurtres perpétrés par le Renamo parmi les civils sans armes, sans résistance ni défense. Si les récits des réfugiés sont généralement exacts et l'échantillon raisonnablement représentatif, on peut estimer de manière prudente que le Renamo aurait tué de cette manière 100.000 civils."

On ne dispose d'aucune autre estimation du nombre de morts de 1986 à 1988, mais ces années ont été marquées par une escalade du conflit, une intensification des actes

brutaux et destructeurs de terrorisme et de sabotage ainsi que des attaques contre les villes et les convois par des groupes armés plus importants.

Le surcroît de dépenses militaires et de sécurité par le Mozambique est à présent de l'ordre de 325 millions de dollars, sans compter les bâtiments et le matériel, et totalise bien plus de 2 milliards de dollars depuis l'indépendance, les trois-quarts de ce chiffre représentant des importations directes et indirectes. Ce montant est toutefois trop faible pour assurer une sécurité adéquate, et n'inclut pas les dépenses militaires au titre de l'appui accordé au Mozambique par le Zimbabwe, la Tanzanie, le Botswana, la Zambie et le Malawi, ni les dépenses de formation militaire encourues par l'Union soviétique, le Royaume-uni et d'autres.

Avant l'indépendance, un tiers du revenu externe du Mozambique provenait de la vente de services de transport à ses voisins, y compris l'Afrique du Sud. La vente d'électricité de Cahora Bassa à l'Afrique du Sud devait constituer une autre source de recettes en devises. Toutefois, ces deux sources ont été dévastées par la destruction de voies de transport et de lignes à haute tension, ainsi que le détournement du port de Maputo de la majeure partie des marchandises sud-africaines.

Les pertes des recettes qu'aurait procurées le trafic de transit (y compris le détournement de marchandises sud-africaines qui auraient dû emprunter le port de Maputo si la logique économique et les préférences des chargeurs avaient prévalu) se sont chiffrées entre 275 et 300 millions de dollars en 1988. De 1980 à la fin de 1988, ces pertes ont totalisé 1,5 à 1,6 milliard de dollars. Les pertes d'exportations d'électricité et l'achat d'électricité de remplacement ont coûté au Mozambique 75 millions de dollars en 1988, et plus de 300 millions de dollars pour la période. Les pertes depuis 1980, y compris les dégâts se chiffrent à 576 millions de dollars.

La destruction de la vie rurale par le terrorisme et le sabotage des voies de transport ont dévasté les exportations. Les pertes annuelles ont atteint 250 à 300 millions de dollars en 1988, et un total de 1,5 à 1,75 milliard de dollars pour la période 1980-88.

L'expulsion par l'Afrique du Sud de mineurs mozambicains a réduit les envois de fonds d'au moins 75 millions de dollars par an en 1988, soit au total 300 millions de dollars pour la période 1980-88. Il s'agit peut-être là d'une sous-estimation dans la mesure où ce chiffre ne se rapporte qu'aux mineurs et non aux vastes effectifs d'autres travailleurs, (envoyant des montants moins élevés) estimés entre 200.000 et 450.000, contre environ 60.000 mineurs en 1966. Le nombre de migrants mozambicains travaillant dans les mines sud-africaines était tombé à 46.000 au début de 1989, et il pourrait être réduit davantage à la suite du plan de l'Afrique du Sud de se débarrasser pratiquement de tous les mineurs mozambicains d'ici au milieu des années 90, bien que Botha ait promis verbalement, lorsqu'il a rencontré le Président Chissano en septembre 1988, de ne plus limiter le recrutement.

Les pertes de production intérieure tiennent à la destruction des campagnes et à l'incapacité de régler le coût des pièces de rechange et des matériels nécessaires à la production, du fait de la contraction des exportations. Vers 1988, le déficit céréalier du Mozambique se montait à 1 million de tonnes et le déficit alimentaire de base totalisait 2 millions de tonnes d'équivalents céréales—représentant 200 à 250 millions de dollars de pertes de revenu pour les producteurs, dont l'importation aurait coûté plus de 500 millions de dollars. D'autres pertes de production rurale et urbaine ont totalisé 400 millions de dollars. Les pertes agricoles totales pour la période 1980-88 se chiffrent entre 750 et 850 millions de dollars, et l'ensemble des pertes s'élève à 1,25 milliards de dollars sur cette base.

Il existe deux méthodes d'évaluation des pertes de PIB. La première consiste à estimer les coûts et les pertes de devises, puis à les multiplier par trois pour tenir compte des pertes de production imputables aux obstacles à l'importation, avant d'y inclure les coûts liés aux réfugiés et aux pertes de production intérieure. En utilisant la moitié des dépenses militaires (une estimation probablement prudente étant donné que les éléments importés représentent 75 %) plus les pertes d'exportations visibles et invisibles, cette méthode permet d'obtenir des pertes de 2,5 à 2,75 milliards de dollars pour 1988, et d'environ 15 milliards de dollars pour 1980-88. Ces estimations excluent les pertes de production non rurale autres que les exportations, qui sont considérées comme étant surtout liées à la capacité d'importation et sont donc prises en compte par le multiplicateur.

La seconde méthode consiste à estimer la croissance probable du PIB en l'absence de la guerre—peut-être 5 % compte tenu des tendances de 1979-81 et de la possibilité de rattrapper les niveaux de production antérieurs—et à la comparer à la production effective. Une première estimation sur cette base pour la période 1980-85 a abouti à une perte totale de 5,5 milliards de dollars, un niveau de production effectif en 1986 de l'ordre de 50 % du niveau du scénario de croissance de 5 % et une valeur effective du PIB de 2 milliards de dollars en 1986.

Les chiffres ultérieurs de la Banque mondiale donnent à penser que cette évaluation sous-estime le PIB de base, et par conséquent les pertes. Le PIB de 1986 aurait atteint environ 2,75 milliards de dollars, ce qui implique une perte ajustée de quelque 7,5 milliards de dollars aux prix de 1986. Un nouvel ajustement pour tenir compte des pertes de l'année de base dues à l'agression sud-africaine d'environ 100 millions de dollars ferait passer à un peu plus de 2,75 milliards de dollars les pertes de PIB de 1980 à 1986. En incluant 6 milliards de dollars de pertes pour 1987-88 (le PIB a effectivement progressé à un taux supérieur à 5 % en moyenne par an, mais à partir d'une base inférieure de moitié à ce qu'elle aurait été autrement) et en ajustant aux valeurs de 1988 à un taux d'inflation global moyennant 5 % par an, on obtient pour la période 1980-88 une perte totale de PIB d'environ 15 milliards de dollars, et de quelque 3 milliards de dollars pour 1988.

La perte pour 1988 se chiffre entre 100 % et 110 % du PIB réel, et le total pour la période 1980-88 (aux prix de 1988) est supérieur au quintuple de ce montant. Ces chiffres, ajoutés au nombre de morts, de personnes déplacées ou autrement affectées par le conflit présentent une image de la guerre livrée par l'Afrique du Sud au Mozambique tout à fait conforme à ce que la conférence d'urgence de 1988 a qualifié d'holocauste.

Que le Mozambique ait survécu et qu'il reprenne le dessus tant sur le plan économique que militaire témoigne de sa détermination. Le Mozambique fait des progrès sur les plans de la réinstallation des populations déplacées et du rétablissement des liaisons de transport—et la production nationale par habitant est en hausse.

ANGOLA

Les ennemis à visage découvert



La guerre contre l'Angola, et ses répercussions sur la population et son économie sont aussi graves que dans le cas du Mozambique, tout en étant très différentes. Le coût militaire pour l'Angola a été nettement plus élevé, dans une guerre ouverte contre les forces sud-africaines, mais ses ressources disponibles sont aussi bien plus substantielles. L'Angola en tant que nation étant bien moins pauvre que le Mozambique, les pertes économiques absolues ont été plus élevées, même si l'estimation de la population en 1988 (9,5 millions) est inférieure aux deux tiers de celle du Mozambique.

Il y a trois différences notables entre la guerre contre le Mozambique et celle livrée à l'Angola. Premièrement, l'armée sud-africaine intervient ouvertement en Angola et à grande échelle. Deuxièmement, l'Angola a dû de ce fait recourir à de vastes effectifs de forces alliées extérieures à la région. Troisièmement, les forces soutenues par l'Afrique du Sud en Angola ont pu s'assurer un soutien extérieur auprès d'autres gouvernements, y compris les Etats-Unis.

L'Angola a non seulement dû affronter l'armée sud-africaine, mais il a aussi subi le sabotage économique des principales voies de transport, notamment la destruction du chemin de fer de Benguela et de pylônes électriques ainsi qu'un terrorisme rural qui a perturbé l'infrastructure et les services publics.

Bien plus de la moitié des habitants de l'Angola ont été déplacés de leur foyer et vivent dans des agglomérations créées par eux-mêmes, dans des camps organisés ou des taudis urbains, ou sont devenus des réfugiés internationaux. Les dégâts matériels causés aux installations d'enseignement et de santé sont moins importants qu'au Mozambique—

10 à 15 % de destruction—mais les données disponibles sont si incomplètes que les estimations risquent de traduire davantage cette lacune que les dégâts effectifs. L'expérience des autres secteurs donne à penser que tel est effectivement le cas. Il est certain que le taux de scolarisation a sensiblement baissé au milieu des années 80 avant de remonter partiellement en 1987 et 1988. La couverture sanitaire effective dans les campagnes n'est pas supérieure à 10 % dans certaines provinces et pour certains services, par exemple ceux de maternité.

A certains égards, l'économie angolaise et son aptitude financière à fournir une certaine aide et un soutien de réhabilitation sur ses ressources nationales ont mieux résisté qu'au Mozambique—jusqu'à l'effondrement des prix du pétrole en 1986. La raison est toutefois évidente : le secteur pétrolier bien géré de l'Angola, en expansion et en grande partie offshore pouvait être protégé et pouvait assurer un niveau minimal quant aux importations de base et de recettes publiques. Cependant, d'autres exportations, les transports et la production alimentaire ont été aussi gravement perturbés en Angola qu'au Mozambique. La désintégration et le traumatisme sociaux sont comparables dans les zones rurales touchées, peut-être légèrement moins en milieu urbain car la base de l'économie angolaise officielle, plus vaste et plus solide, a fourni de meilleurs débouchés à la production et au commerce non structuré et parallèle.

La réaffectation de personnel et de moyens institutionnels au profit des forces armées—rendue nécessaire par la guerre classique à grande échelle livrée par l'Afrique du Sud—est particulièrement marquée en Angola. Celui-ci a une armée capable d'exécuter efficacement des activités telles que la réparation de véhicules et d'assurer la logistique des transports, alors que le secteur des entreprises et la fonction publique ne sont pas aussi bien pourvus en personnel technique et en moyens institutionnels. Ce perfectionnement résulte en grande partie du caractère hautement technique de la guerre menée contre les forces de l'armée régulière sud-africaine, une guerre qui exige un niveau de compétence technique et une quantité de matériel bien plus élevés que ce qui est nécessaire pour résister à l'agression sud-africaine par groupes interposés.

Le surcroît de dépenses militaires et de sécurité connexes a été de l'ordre de 1,5 à 1,6 milliard de dollars en 1988, soit à peu près 30 % du PIB, et nettement supérieur à 40 % des dépenses publiques. Le montant total pour la période 1980-88 se chiffre au minimum à 8,5 milliards de dollars, à l'exclusion des coûts supportés par les gouvernements des contingents étrangers. Jusqu'en 1986, à l'exception d'une brève période au début des années 80, ces montants étaient potentiellement compatibles avec des dépenses constantes ou croissantes consacrées aux services de base. Les principaux problèmes avaient trait à l'accès à certaines zones rurales et à la pénurie de personnel. Depuis l'effondrement des prix internationaux du pétrole en 1986, toutefois, ces dépenses ont paralysé le budget, et les 60 % représentant le contenu direct des importations (pro-

blement 70 % du contenu direct et indirect) ont épuisé les moyens d'importation dont disposent tous les autres secteurs.

Si l'on suppose qu'en l'absence de guerre les exportations globales non pétrolières auraient en moyenne retrouvé les niveaux de 1973, et progressé d'environ 10 %, les pertes d'exportations dans le cadre du commerce mondial en 1988 ont été de l'ordre de 500 millions de dollars, et pour la période 1980-88, de quelque 3,5 milliards de dollars. Il convient d'ajouter à ce chiffre les pertes d'exportations régionales potentielles, y compris de produits manufacturés, d'environ 50 millions de dollars en 1980 et 250 millions de dollars durant la période 1980-88.

Le réseau angolais de transport a été ravagé, sauf en ce qui concerne les cargaisons militaires. Des attaques répétées, y compris plusieurs en 1988, ont pratiquement paralysé l'ensemble du réseau ferroviaire intérieur, à l'exception des lignes de banlieue, et le trafic de transit a été négligeable pendant plus d'une décennie. Les pertes de transit se chiffrent, selon les estimations, entre 125 et 150 millions de dollars et, pour la période 1980-88, le montant atteint au total 600 à 750 millions de dollars.

De nombreux paysans ont dû interrompre leur production, la totalité ou la majeure partie des ménages se réfugiant dans des zones rurales jugées moins dangereuses ou dans de véritables camps, dans les capitales provinciales ou à Luanda. De ce fait, le déficit céréalier se monte à environ 350.000 tonnes et le déficit alimentaire global en équivalent céréalier s'élève à près de 750.000 tonnes. Ces chiffres impliquent des pertes de production rurale atteignant probablement quelque 100 millions de dollars en 1988, et un total cumulé de 1 milliard de dollars pour la période 1980-88. Les entreprises urbaines ont subi des pertes de production au moins comparables, en grande partie parce que le personnel et les ressources financières ont été affectés en priorité aux dépenses et aux institutions de défense.

Les personnes déplacées jusqu'en 1988 ont été officiellement estimées entre 600.000 et 700.000. Ce chiffre est à présent considéré comme une sous-estimation, le minimum étant supérieur à 1,5 million du fait d'autres personnes déplacées dans les bidonvilles urbains ou hébergées par des parents. Le chiffre effectif risque d'être bien plus élevé dans la mesure où l'on ignore où se trouvent des milliers de personnes à cause du harcèlement constant des populations rurales. Environ 500.000 autres personnes sont des réfugiés internationaux qui se sont enfuis dans les pays voisins. Près de 1,4 million de personnes constituent des ménages incapables de produire ou d'obtenir un revenu suffisant pour faire vivre leurs familles au moins au niveau du seuil de pauvreté absolue.

L'Angola a moins bien réussi que le Mozambique à mobiliser des ressources financières extérieures pour des programmes d'urgence et, jusqu'à l'effondrement des prix pétroliers en 1986, a été en mesure d'apporter à ces programmes une contribution nationale plus importante. Les dépenses dans ce secteur en 1988 se sont chiffrées vraisemblablement

blement à environ 50 millions de dollars, et le montant global pour la période 1980-88 a été de l'ordre de 350 à 400 millions de dollars.

Les coûts humains d'une guerre de l'ampleur de celle qui a été livrée à l'Angola en 14 ans d'indépendance sont impressionnants. Etant donné la destruction d'au moins 15 % (voire 25 %) des installations de santé primaire et d'enseignement, les effectifs scolarisés ont diminué de plusieurs centaines de milliers, et 2 millions au moins n'ont pu avoir accès aux soins de santé primaires, qui auraient pu leur être fournis en temps de paix. Environ 75 % au moins des réseaux d'alimentation en eau des petites villes et des zones rurales ont été détruits ou ne sont pas en état de marche, ce qui prive quelque 1,5 millions de personnes de l'accès à l'eau.

Certes l'Angola n'a pas connu une famine généralisée comparable à celle du Mozambique en 1983/84, mais des zones rurales ont pâti de la famine sous l'effet combiné de la sécheresse, de l'insécurité rurale, de la dégradation des moyens de transport et des restrictions récentes de devises.

Même les informations fragmentaires disponibles mettent en relief le caractère meurtrier de la guerre livrée aux Angolais, en particulier aux civils. C'est ainsi que l'Angola compte plus de 40.000 citoyens handicapés ayant perdu un bras ou une jambe, notamment à la suite d'explosions de mines, ce chiffre étant, par habitant, le plus élevé du monde. Les mines sont souvent placées dans des champs ou sur les pistes, et les enfants représentent une proportion considérable des victimes.

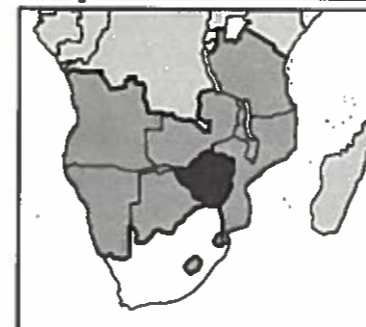
Il est difficile d'estimer le nombre de morts civiles et militaires directement liées à la guerre, mais il atteint vraisemblablement 75.000 pour une population comparable. Pour la période 1980-88, le nombre de morts imputables à la famine, à la malnutrition et à des maladies rendues plus courantes et mortelles par l'effondrement des services de santé, s'est élevé à 90.000 pour les adultes et les adolescents. Selon une estimation de l'UNICEF, la surmortalité de bébés et d'enfants de moins de cinq ans, qui auraient vécu en l'absence de la guerre, serait de 331.000 au cours de la période, comme le montre le Tableau 5. Sur cette base, le nombre total de morts provoquées directement ou indirectement par la guerre en Angola est de l'ordre de 500.000 au cours de la période 1980-88.

De même que dans le cas du Mozambique, il existe deux méthodes d'estimation des pertes de PIB. Pour la première, on inclut à la moitié des dépenses militaires, plus les pertes de commerce et de transports et l'on multiplie le tout par trois pour tenir compte de l'effet multiplicateur de l'amélioration de la capacité d'importation, puis on ajoute aux résultats les dépenses consacrées aux réfugiés et les pertes de production rurale non liée aux exportations. Cette méthode permet de trouver pour 1988 un chiffre de pertes voisin de 4,5 milliards de dollars, et pour la période 1980-88 un total d'environ 27 milliards de dollars.

La seconde méthode consiste à établir une comparaison avec un scénario de l'économie en temps de paix. Selon une estimation effectuée antérieurement sur cette base par l'UNICEF, en supposant une croissance annuelle de 8 %, alimentée par le pétrole et la reprise, les pertes seraient de 15,6 milliards de dollars pour la période 1980-85 aux prix de 1985. Si l'on suppose que le PIB au cours de la période 1980-88 serait resté en moyenne statique en temps de paix (autrement dit si la croissance des autres secteurs peut contrebalancer le fléchissement du secteur pétrolier), les pertes totalisent, pour la période 1980-88, 30 milliards de dollars aux prix de 1988, et 4,5 milliards de dollars en 1988. Ce dernier chiffre représente environ 90 % du PIB effectif probable de 1988. En excluant le secteur pétrolier, qui n'a subi que des dégâts mineurs, ce montant représenterait quelque 110 % du PIB. L'agression armée sud-africaine ayant affecté l'Angola bien plus que tout autre pays de la région avant 1980, on a supposé une perte de 10 % à l'année de référence.

ZIMBABWE

Le prix de la solidarité et de la protection des transports



Depuis son accession à l'indépendance, le Zimbabwe a été constamment la cible de la déstabilisation et de l'agression sud-africaines—par le biais du retrait du matériel roulant ferroviaire, des retards causés au mouvement des importations, des obstacles imposés ouvertement et clandestinement aux exportations, des raids aux frontières, d'attaques de commando et d'actes de sabotage.

La déstabilisation après l'indépendance par la fourniture d'armes à certains groupes dissidents du sud-ouest du Zimbabwe a alourdi les dépenses consacrées à la défense. D'autres épreuves économi-

ques ont été imposées par les retards infligés aux approvisionnements pétroliers à la fin de 1982, parallèlement au sabotage d'une station de pompage située sur l'oléoduc reliant le Mozambique. Le coût total du sabotage direct s'est chiffré entre 150 et 200 millions de dollars pour la période 1980-88.

Les principaux dégâts sont toutefois causés par la guerre que l'Afrique du Sud livre au Mozambique par groupes interposés et les attaques qui en ont résulté dans les zones frontalières des pays voisins, ainsi que le sabotage des voies de transport les plus courtes du Zimbabwe. De ce fait, au lieu que 90 % de son commerce régional autre que sud-africain transite par les ports du Mozambique, comme avant 1965, 33 % seulement de ce commerce a pu le faire en 1988—et en excluant le pétrole, le chiffre est de 15 %. Le reste doit emprunter des chemins plus longs et plus coûteux par les ports sud-africains.

Cette guerre et les actes de sabotage entraînent des activités militaires considérables par le Zimbabwe (un maximum de 12.500 hommes au Mozambique et d'autres encore affectés à la défense des zones frontalières du Zimbabwe). Les pertes en vies humaines des forces armées du Zimbabwe au Mozambique ont été très faibles, bien que plusieurs centaines de civils aient été tués ou blessés à partir du milieu de 1987 dans des attaques menées par-delà la frontière est du Mozambique. Le nombre total de morts a été de l'ordre de 500 au cours de la période 1980-88, dont les deux tiers entre 1987 et 1988.

Le surcroît de coûts de défense s'est monté à environ 300 millions de dollars en 1988, soit un total de 3 milliards à 3,25 milliards de dollars pour 1980-88, dont quelque deux tiers ont représenté les coûts des importations directes et indirectes. Les dépenses additionnelles de transport (environ 15 % du commerce visible) ont totalisé 100 à 125 millions de dollars en 1988, et 700 à 800 millions de dollars pour la période.

Les coûts commerciaux pour le Zimbabwe sont dominés par les pertes d'exportations—à destination de l'Afrique du Sud en raison des restrictions et du découragement des importateurs potentiels, et aux marchés régionaux à cause de l'affaiblissement économique résultant de l'agression sud-africaine. Cette dernière perte pose un problème d'envergure dans la mesure où les autres Etats de la SADCC, pris dans leur ensemble, représentent pour les exportations du Zimbabwe un débouché plus important que tout autre pays considéré individuellement en dehors de la région. On peut évaluer grosso modo les pertes de 1988 à 50 millions de dollars et le total pour la période 1980-88 à 250 millions de dollars.

La facture de la défense, ainsi que les pertes de recettes fiscales découlant de la réduction des importations imputables aux autres pertes déjà mentionnées permettent de prévoir pour 1988 une incidence budgétaire de 550 à 575 millions de dollars, soit 1 milliard de dollars zimbabwéens. Ce montant est comparable au total des emprunts domestiques bruts du Gouvernement zimbabwéen. Autrement dit, ce sont les recettes nationales ordinaires qui financent la majeure partie des budgets d'investissement et de fonctionnement non liés à la guerre. Le déficit des finances publiques et les pressions inflationnistes qui en résultent sont imputables aux dépenses de guerre et non à un laxisme de la politique budgétaire.

On compte au moins 175.000 réfugiés au Zimbabwe, dont près de la moitié proviennent du Mozambique, notamment 74.000 enregistrés auprès du Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) et plus de 100.000 personnes installées d'elles-mêmes, avec le soutien de la famille élargie, des organisations zimbabwéennes et étrangères. Le coût subi par le Zimbabwe est estimé au moins à 10 millions de dollars en 1988, et à 40 millions de dollars pour la période.

Les coûts humains se traduisent par un taux de croissance du PIB moyennant 4 à 5 % à cause de la guerre, contre un moyen probable de 7 à 8 % en temps de paix, c'est-

à-dire une érosion du pouvoir d'achat des salaires et le ralentissement de l'expansion des moyens de production et des revenus des paysans et des travailleurs indépendants. L'éducation, l'eau et la santé ont en général été protégées des répercussions récessionnistes de la guerre et de l'environnement économique extérieur, et les victimes de la sécheresse ont bénéficié d'une aide d'urgence, y compris des "vivres contre du travail". Il ne serait pas incorrect d'affirmer que la guerre s'est traduite par un nombre élevé de morts indirectes en raison de l'augmentation du taux de mortalité générale.

Les pertes subies par le PIB en 1988 se sont probablement chiffrées entre 1,3 et 1,35 milliard de dollars, soit 23 % à 25 % du PIB effectif. Le total pour la période 1980-88 a été d'environ 7,5 à 8 milliards de dollars. On obtiendrait des estimations plus ou moins similaires en utilisant un scénario qui suppose qu'en l'absence de la guerre, la croissance du PIB aurait été supérieure de 2,5 à 3 % par an en moyenne. On obtient ces estimations en multipliant par trois—qui est l'effet multiplicateur des devises (capacité d'importation)—la moitié des dépenses consacrées à la défense, plus les pertes commerciales et de transport et les coûts supplémentaires, tout en rajoutant les coûts des dégâts causés par le sabotage et les dépenses imputables aux réfugiés. Parmi ces éléments, les pertes dues aux dépenses militaires sont légèrement inférieures à 60 %, celles des transports à 30 % et celles du commerce à environ 10 %.

MALAWI

Un raz-de-marée de réfugiés mozambicains



L'agression sud-africaine par groupes interposés a détruit l'économie malawienne, bien que ni l'Afrique du Sud ni ces groupes n'aient attaqué directement le Malawi. Ce paradoxe tient en partie au fait que les actes de sabotage au Mozambique ont détruit les deux voies naturelles qui permettaient au Malawi de relier la mer, obligeant 90 % de son commerce à emprunter des trajets très longs et tortueux pour atteindre les ports sud-africains et 10 % à emprunter presque d'aussi tortueux (bien que plus courts) pour atteindre Dar-es-Salaam et Beira (via le Zimbabwe).

Le paradoxe tient aussi au fait que le terrorisme au Mozambique a entraîné un déferlement de Mozambicains cherchant refuge au Malawi, dont le nombre atteignait près de 700.000 au milieu de 1989.

Le sol malawien n'a pas été le théâtre jusqu'à présent d'affrontements violents, d'actes de terrorisme et de sabotage et les pertes en vies humaines au sein des forces armées du Malawi installées dans les couloirs mozambicains de Tete et de Nacala sont proba-

blement inférieures à 25, le tout survenant en 1987 et 1988. Le surcroît de dépenses consacrées à la défense jusqu'en 1988 était de l'ordre de 20 à 25 millions de dollars par an, et pour la période 1980-88, a probablement atteint 80 à 100 millions de dollars.

Les coûts excédentaires de transport représentent la principale charge économique visible. Ces coûts résultent de la destruction systématique, de 1982 à 1984, des routes et chemins de fer menant à Beira et à Nacala, provoquant leur fermeture totale, du milieu de 1984 à la fin de 1987, et des possibilités d'utilisation très limitées depuis lors. C'est peu probable que l'on puisse achever la réhabilitation de la liaison ferroviaire de Nacala avant la fin de 1990, de même que l'on ne rétablira vraisemblablement pas avant 1991 ou 1992 la pleine capacité de 3 millions de tonnes de la ligne de Beira. On pourrait réduire les coûts par rapport à ceux des trajets plus longs menant à Durban et à Port Elizabeth en utilisant davantage le port de Beira par la route de Tete pour relier le Zimbabwe et de Dar-es-Salaam par le lac, la route et le chemin de fer de Tazara, mais la capacité de Beira restera limitée et entraînera toujours de vastes frais supplémentaires.

En 1988, ces coûts se seraient élevés à 20 % du commerce extérieur visible—100 millions de dollars—alors que pour la période 1980-88, ils ont peut-être avoisiné 500 millions de dollars. De plus, des obstacles matériels ont limité la production et les coûts ont fait baisser une partie de la production agricole destinée à l'exportation, pour un montant total d'environ 125 millions de dollars en 1988 et de 550 millions de dollars de 1980 à 1988. D'autres coûts commerciaux, y compris le manque d'accès à des sources meilleur marché et les charges excédentaires sur les crédits à l'exportation accordés par l'Afrique du Sud se sont chiffrées entre 10 et 15 millions de dollars par an, et entre 75 et 100 millions de dollars pour la période 1980-88.

Les réfugiés ont commencé à affluer au Malawi à la fin de 1981 à cause du terrorisme soutenu par l'Afrique du Sud au Mozambique, et leur nombre dépassait 100.000 en 1983. La vaste campagne menée en 1986 pour isoler le sud du Mozambique du nord du pays a fait augmenter ce chiffre. Toutefois, le plus gros afflux s'est produit en 1987 à la suite d'une offensive du gouvernement qui a libéré des paysans réduits en esclavage par le Renamo, ce qui leur a permis de s'enfuir au Malawi. Vers le milieu de 1988, plus de 500.000 Mozambicains se trouvaient au Malawi, et d'autres arrivaient à raison de 20.000 par mois. Même si 30.000 à 34.000 personnes rentraient chaque année à mesure que s'améliorait la sécurité rurale dans certaines localités, le nombre de réfugiés avait atteint 680.000 au milieu de 1989.

Il est assez aisé d'identifier les coûts, mais très difficiles de les chiffrer. Dans un pays de moins de 7,5 millions d'habitants, plus de 600.000 nouveaux venus, plus ou moins déshérités, concentrés dans les zones frontalières, constituent une surcharge énorme sur des services de santé, d'enseignement et d'alimentation en eau déjà insuffisants. De nombreux réfugiés tentent de pratiquer leurs propres cultures vivrières, ce qui aggrave les

pénuries de terre et contribue, avec le ramassage du bois de feu, à dégrader sensiblement l'environnement. La mauvaise récolte de 1987 et celle, médiocre, de 1988, associées au fait que la population de réfugiés a pratiquement doublé, ont provoqué une grave crise alimentaire et une flambée des prix en 1988, ce qui a eu des répercussions sensibles sur les niveaux de malnutrition déjà graves des réfugiés et des Malawiens pauvres.

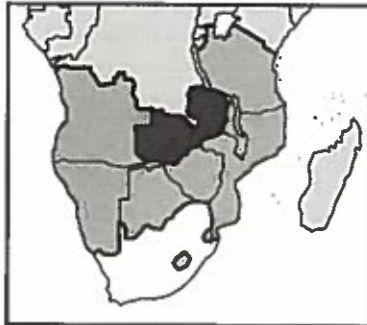
Les coûts et les souffrances sont essentiellement "invisibles", sauf pour les parents et les ménages des collectivités qui aident les Mozambicains, pour les paysans confrontés à la rareté croissante des terres et pour les femmes en butte à la hausse des prix alimentaires. Aucune estimation du coût total ne saurait donc prétendre être exacte. De même, les répercussions sur le PIB ne constituent pas un bon indicateur des coûts humains et sociaux, pour les Malawiens, de la solidarité qu'ils ont manifestée à ces victimes du terrorisme sud-africain. Une estimation des coûts de 50 dollars par personne en 1988, bien que n'étant pas des plus fiables, se traduit par un total de 25 millions de dollars—la contribution de la communauté internationale représentant probablement 30 à 50 millions de dollars supplémentaires. De 1980 à 1983, la pression a été nettement moins forte, mais elle s'est intensifiée depuis lors, notamment en 1986-87, de sorte qu'un coût total de 100 millions de dollars pour la période constitue vraisemblablement une estimation prudente.

Les pertes en vies humaines associées indirectement à la guerre au Malawi découlent de l'effet combiné sur la mortalité des faiblesses économiques générales, du surcroît de dépenses de transport et de défense, et des pénuries alimentaires de 1987 à 1989 liées aux réfugiés. Il s'agit notamment de la mortalité de bébés et de jeunes enfants à cause de la réduction de l'accès aux soins de santé primaires et de l'aggravation de la malnutrition. Le Malawi a eu, depuis bien avant 1980, des taux de malnutrition et de mortalité relativement élevés, en partie à cause du rang de priorité peu élevé accordé par l'Etat à la sécurité alimentaire et aux services de santé de base. Il est prudent néanmoins d'estimer que la mortalité infantile et juvénile est supérieure en 1988 de 25 pour 1.000 à ce qu'elle aurait été autrement, ce qui implique une "surmortalité" d'environ 7.500 à 8.000 et 25.000 pour la période 1980-88.

Les pertes subies par le PIB du Malawi (si l'on utilise pour les pertes commerciales et les transports un multiplicateur de 3 dans une économie entravée par la pénurie de devises, plus la moitié des coûts de défense, et en incorporant les coûts des réfugiés) se chiffrent à environ 550 millions de dollars en 1988 et 2,15 milliards de dollars pour la période 1980-88. Ce montant de 550 millions de dollars est supérieur à 30 % du PIB effectif probable du Malawi en 1988—parfaite manifestation des effets de l'arme des transports sur l'économie d'un pays, même en l'absence de sabotage ou de terrorisme sur son propre territoire. Le total pour la période 1980-88 se monte à quelque 124 à 133 % du PIB effectif de 1988.

ZAMBIE

Choc après choc, épreuve après épreuve



La déstabilisation et l'agression sud-africaines ont profondément affecté la Zambie, bien que celle-ci n'ait pas été directement impliquée dans un combat de grande envergure sur son territoire ou à l'extérieur. Les coûts sont liés au fait que le pays a constamment besoin d'un montant élevé de dépenses militaires pour protéger ses vastes frontières vulnérables, au surcroît de dépenses de transport et d'importation, et aux pertes d'exportation. Ces coûts ont pesé d'autant plus lourdement que la Zambie avait déjà dû faire face à d'autres, tout aussi substantiels, imposés par la défense contre

l'Etat rhodésien illégal et la réorientation des transports pour éviter celui-ci. De même, elle a dû maintenir la sécurité des frontières contre les forces d'occupation sud-africaines en Namibie, tout en étant confrontée à la dépression soutenue du marché mondial du cuivre qui a commencé au milieu des années 70.

L'Afrique du Sud a effectué plusieurs raids meurtriers dans des villes zambiennes, notamment contre les membres de l'ANC. La plupart de ces raids ont toutefois été particulièrement mal ciblés ou ont visé à manifester la force ou inspirer la terreur. Pretoria a fait appel à de modestes gangs de terroristes (en particulier celui de Mushala à la fin des années 70 et au début des années 80), mené des raids aux frontières et posé des mines à partir de la Namibie occupée. Entre 1987 et 1988, elle a mené de nombreuses incursions par-delà la frontière est à partir du Mozambique, ce qui a entraîné des morts et la destruction ou le vol de biens. Le nombre de morts imputable directement à ces affrontements a été de l'ordre de 100 en 1988 et de 750 pendant la période 1980-88. Les dégâts matériels directs ont été moins importants par rapport à ceux des pays voisins—peut-être de 10 millions de dollars au cours de la période de neuf ans.

Le surcroît de coûts de défense a été d'un tout autre ordre de grandeur, bien que la présentation du budget zambien ne permette pas de l'estimer facilement. Pour 1988, ces coûts se sont vraisemblablement chiffrés entre 150 et 200 millions de dollars, et sur la période 1980-88, ils ont totalisé 1 à 1,25 milliard de dollars, dont près des deux tiers représentent des importations directes et indirectes. Ces chiffres correspondent à environ 10 % des dépenses publiques et à 4 % du PIB en 1988.

Privée de voies de transport à travers le Mozambique et l'Angola, la Zambie a dû continuer d'emprunter le chemin de fer et les installations portuaires d'Afrique du Sud—ce qu'elle ne faisait pas à grande échelle avant la déclaration unilatérale d'indépendance par la Rhodésie en 1965. Le surcroît de coûts a été de l'ordre de 40 millions de dollars en 1988 et de 200 à 250 millions de dollars pour la période 1980-88. L'utilisation accrue des ports de Beira et de Dar-es-Salaam commencent à réduire ces coûts, et le cuivre qui

est vital pour la Zambie est désormais exporté uniquement par ces deux ports à l'exclusion des ports sud-africains.

Les coûts commerciaux comprennent les prix plus élevés versés pour les importations en provenance d'Afrique du Sud, que celle-ci assure en accordant des crédits commerciaux à la Zambie, qui ne peut les obtenir ailleurs en raison de sa faiblesse économique; ainsi que les pertes d'exportations vers d'autres Etats de la SADCC parce que les faibles économies de ceux-ci ne leur permettent plus de les acquérir. Ces deux éléments ont probablement représenté 40 à 50 millions de dollars en 1988, et 100 à 125 millions de dollars au cours de la période 1980-88.

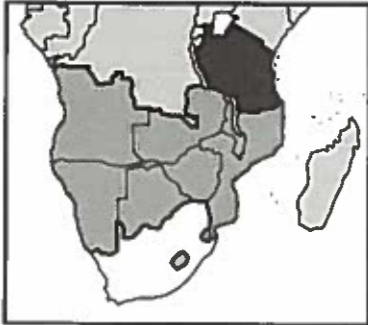
Le nombre de réfugiés en Zambie est généralement estimé à environ 137.000 (97.000 Angolais, 30.000 Mozambicains et près de 10.000 Namibiens et Sud-Africains). Toutefois, une estimation plus réaliste, y compris les réfugiés qui ne sont pas enregistrés, qui se sont installés par leurs propres moyens ou qui survivent avec l'aide de la famille élargie ou de la collectivité, est probablement supérieure à 250.000 (dont environ 200.000 Angolais et 50.000 Mozambicains). Les coûts intérieurs (y compris ceux qui sont subis par les ménages hôtes et le village) se sont vraisemblablement chiffrés à 10 millions de dollars en 1988, et 50 millions de dollars pour la période 1980-88. L'ouest du pays ayant une population très clairsemée, les problèmes posés par les terres, l'alimentation et l'équilibre écologique ont été moins graves qu'au Malawi, mais certains de ces problèmes se posent dans la zone frontalière est, quoique à une échelle moins importante.

Les pertes humaines découlent essentiellement de la dégradation de l'économie et des restrictions budgétaires imposées par les coûts de la guerre—ainsi que de la conjoncture internationale généralement défavorable aux métaux communs et les sécheresses cycliques. Selon une estimation prudente, la détérioration des niveaux de nutrition (notamment dans les zones urbaines à faible revenu), des soins de santé de base et de l'accès à l'eau potable (en particulier en milieu rural) a augmenté la mortalité infantile et juvénile de 25 pour 1000 par rapport à ce qu'elle aurait été autrement. Sur cette base, 7.500 bébés et jeunes enfants sont morts en 1988 qui auraient survécu en l'absence de la stratégie sud-africaine d'agression régionale totale, et ce nombre a atteint 50.000 pour la période 1980-88.

On estime à environ 450 à 500 millions de dollars pour 1988 et à 4,75 à 5 milliards de dollars au cours de la période 1980-88 les pertes de PIB que l'on calcule en multipliant la moitié des dépenses consacrées à la défense, les pertes liées aux échanges commerciaux et aux transports et le surcroît de coûts de ceux-ci, par trois (afin de tenir compte des répercussions des pertes nettes de devises sur la production dans une économie en butte à de graves difficultés d'importation), plus les coûts imputables aux réfugiés et aux dégâts causés directement par la guerre. Le montant estimé pour 1988 représente environ 20 % du PIB effectif.

TANZANIE

Le prix de la solidarité



Parmi les pays de la SADCC, la Tanzanie est le plus éloigné de l'Afrique du Sud. Elle n'a pas subi de raids sud-africains directs sur son territoire et les incursions par groupes interposés par-delà la frontière mozambicaine ont été minimales. Depuis plus d'un quart de siècle, la Tanzanie n'entretient pas de rapports économiques avec l'Afrique du Sud et utilise presque exclusivement son réseau intérieur de transport pour assurer ses échanges commerciaux.

Néanmoins, la Tanzanie a eu à faire face à une lourde facture économique du fait de la déstabilisation et de l'agression sud-

africaines. Les principaux coûts sont imputables à la défense, notamment les opérations militaires en solidarité avec le Mozambique : 4.000 membres des forces de sécurité tanzaniennes sont dans ce pays et 6.000 autres au sud de la Tanzanie.

Il est difficile d'estimer précisément le surcroît de dépenses militaires que l'on peut attribuer à l'agression sud-africaine avant 1986. Toutefois, une partie des dépenses consacrées par la Tanzanie à sa défense depuis 1962 est liée à la menace représentée tout d'abord par le Portugal (au Mozambique) et plus tard par la Rhodésie et l'Afrique du Sud.

A partir de la fin de 1986, lorsque les forces de solidarité tanzaniennes sont revenues au Mozambique (après avoir servi contre une agression antérieure de la Rhodésie en 1976-78), le coût a été manifestement et nettement supérieur. En 1988, les dépenses directes de solidarité au profit du Mozambique se sont chiffrées à environ 150 millions de dollars, et le surcroît de dépenses affectées à la défense s'est monté à 250 millions de dollars au total. Pour la période 1980-88, les montants correspondants ont totalisé quelque 300 et 750 millions de dollars respectivement, les deux tiers étant représentés par des importations directes et indirectes. Le nombre de morts a été relativement faible en raison de la faible ampleur des actes de terrorisme commis directement en Tanzanie par l'Afrique du Sud et par groupes interposés—moins de 100 morts pour la période, pratiquement tous dans les forces armées.

Sur le plan des transports, la Tanzanie a enregistré un gain net du fait que ses principales voies de transport du sud—le chemin de fer de Tazara, la route de Tanzam et l'oléoduc de Tazama—ont été construites pour servir les pays enclavés à la suite de la déstabilisation et de l'agression perpétrées par la Rhodésie et l'Afrique du Sud. Le gain—compte tenu des factures impayées qui risquent d'être irrécouvrables—a atteint environ 25 millions de dollars en 1988 et 125 millions de dollars pour la période. Il s'agit en fait d'une surestimation dans la mesure où les fonds qui ont servi à construire ces voies (à concurrence de 25 % de l'investissement en capital fixe de la Tanzanie entre les années 1970 et 1974) auraient pu être affectés, ne serait-ce qu'en partie, à des projets de développement intérieurs.

Les répercussions commerciales revêtent surtout la forme d'un fléchissement des exportations vers les partenaires de la SADCC, notamment la Zambie et le Malawi, en raison de la faiblesse de leurs économies et des contraintes imposées à leur capacité d'importation des suites de la déstabilisation et de l'agression. On peut estimer de manière prudente les pertes d'exportations à 15 à 25 millions de dollars en 1988 et à 50 à 75 millions de dollars pour la période 1980-88.

L'incidence budgétaire directe de la guerre, bien que de faible ampleur par rapport au Zimbabwe, a été substantielle. En 1988, le surcroît de dépenses consacrées à la défense et les pertes de recettes fiscales que l'on aurait perçues sur d'autres importations ainsi que les biens/revenus que ces recettes auraient procurés si elles n'avaient été affectées à la défense, ont probablement été de l'ordre de 6,5 à 7 milliards de shillings tanzaniens (500 à 550 millions de dollars). Ce montant représente le triple, voire le quadruple des emprunts bancaires intérieurs et 40 à 50 % de la portion du budget de fonctionnement que l'on a dû financer par des ressources autres que les recettes ordinaires nationales. Si l'on considère l'incidence indirecte de la baisse de production et la croissance des exportations au cours des années antérieures, les répercussions négatives directes et indirectes ont peut-être atteint 10 milliards de shillings (75 millions de dollars), soit les deux tiers du déficit.

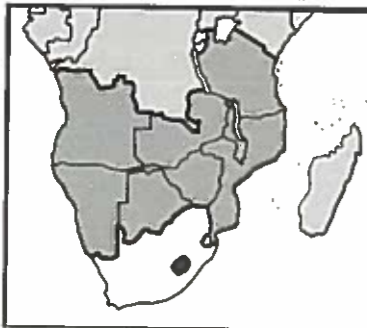
Les coûts liés aux réfugiés pris en charge par la Tanzanie se sont chiffrés à près de 5 millions de dollars en 1988 et 25 millions de dollars pour la période. Le nombre de réfugiés mozambicains en 1988 s'établit à 75.000 environ, dont plus de la moitié sont arrivés en 1986 et en 1987. Vers le milieu de 1988, ils étaient en grande partie réinstallés et avaient commencé à se doter de moyens de production, et à avoir accès à des services publics de base sans imposer, pour les collectivités tanzaniennes, des contraintes graves sur les terres, les disponibilités alimentaires ou l'environnement.

La dégradation des services publics et, depuis 1984, la faible reprise de ceux-ci, représentent un coût humain non négligeable pour la Tanzanie. Il est évident que cette situation tient en partie à la nécessité de financer les coûts de la guerre. Selon une estimation prudente, le nombre de morts indirectement liées à la guerre en 1988 est de 10.000—et de 25.000 pour la période de 1980-88—ce qui correspond à une augmentation de 10 pour 1.000 de la mortalité infantile et juvénile par rapport aux taux qu'on aurait enregistrés en temps de paix.

Les pertes de PIB se seraient établies entre 475 et 500 millions de dollars, soit à peu près 10 % du PIB effectif, alors que pour la période 1980-88, elles ont totalisé 1,25 à 1,3 milliard de dollars. Les coûts de la défense (la moitié du budget total de ce secteur multipliée par quatre pour tenir compte de la rareté de devises) représentent au moins la totalité des pertes nettes, les gains de transport et les pertes d'exportation s'annulant.

LESOTHO

Dépendance quasi-totale et vulnérabilité



Le Lesotho est géographiquement et économiquement enclavé dans l'Afrique du Sud. Il n'a pas de base économique substantielle en dehors des envois de fonds par un maximum de 400.000 nationaux travaillant en Afrique du Sud, et des droits d'importation, plus les recettes du tourisme (en grande partie sud-africain). Le projet d'électricité et d'alimentation en eau des Highlands ne modifiera pas en principe cette situation dans la mesure où l'Afrique du Sud est le principal client pour l'eau et sera, lorsque la production atteindra le régime de croisière, le principal acheteur

d'électricité. Pour ce qui est des secteurs de production effective et potentielle de base et de l'emploi, ainsi que des voies de transport qui soient indépendantes de l'Afrique du Sud, le Lesotho se trouve dans une situation nettement différente (plus fragile et plus vulnérable) de celle du Swaziland ou du Botswana, bien que ces trois pays soient souvent considérés ensemble.

L'intervention militaire directe sud-africaine contre le Lesotho revêt la forme de raids meurtriers, d'enlèvements et d'un nombre limité de raids de sabotage. L'action par groupes interposés est menée par la soi-disant Armée de libération du Lesotho, et cette action est apparemment suspendue à la différence de l'intervention directe. Les coûts humains ont probablement atteint 500 morts de 1980 à 1988 et la destruction de biens se chiffre peut-être à 5 millions de dollars. Le principal objectif de Pretoria consiste à harceler les réfugiés sud-africains et leurs amis et à renforcer la dépendance par des tactiques terroristes.

Une modeste perte de 10 à 15 millions de dollars par an, et de 75 à 100 millions de dollars pour la période 1980-88, traduit l'effet combiné de la formule de partage des recettes douanières et du renchérissement du prix des exportations sud-africaines vers un marché captif. Le coût du blocus de 1985-86, qui a entraîné un changement de gouvernement s'est vraisemblablement chiffré à 20 millions de dollars sous forme de pertes de production.

En dehors du problème posé par le transport (que l'on ne pourrait régler que par un pont aérien coûtant 150 à 200 millions de dollars par an), l'emploi est le principal facteur de vulnérabilité du Lesotho. Environ 150.000 de ses ressortissants sont enregistrés comme employés en Afrique du Sud alors qu'on estime qu'un maximum de 400.000 y travaillent effectivement. Les envois de fonds de ces travailleurs sont de l'ordre de 500 à 600 millions de dollars par an, assurés par transferts bancaires, envois de devises et de biens. Cette somme équivaut au total du produit intérieur brut. Ces fonds sont essentiellement consacrés à des importations d'Afrique du Sud. La dépendance fondée à la

fois sur les revenus et les biens permet à l'Afrique du Sud de contraindre le Lesotho par un recours limité à la force, de préserver ainsi un marché croissant des exportations et de maintenir le coût de son agression au minimum.

Les réfugiés que l'on rencontre au Lesotho sont des Sud-Africains, dont la plupart sont en transit vers des pays de refuge plus sûrs. Le coût n'est pas avant tout une charge financière nette, mais plutôt un traumatisme, et, pour les personnes qui sont touchées directement, les blessures ou la mort, dans la mesure où l'Afrique du Sud justifie ses raids meurtriers, ses enlèvements et les menaces par la présence de réfugiés sud-africains. Le surcroît de dépenses consacrées à la défense était de quelque 10 à 15 millions de dollars jusqu'en 1988, atteignant environ 75 à 100 millions de dollars pour la période 1980-88, dont près de 80 % représentent des importations directes et indirectes.

Les pertes de PIB en 1988 se sont élevées à 30 à 50 millions de dollars. Elles correspondent à la totalité des coûts des échanges commerciaux et des transports plus la moitié de ceux de la défense multipliés par un facteur de deux (car ces pertes sont en devises et l'économie traverse, dans une certaine mesure, des difficultés de devises), plus un montant de 20 millions de dollars représentant les pertes de production dues au blocus de 1985-86. Pour la période 1980-88, ces pertes de PIB sont comprises entre 250 et 300 millions de dollars. Les pertes de 1988 correspondent à 5 à 7 % du PIB, mais en raison de l'effet combiné de la vulnérabilité et de la peur, ce chiffre sous-estime les répercussions sur la population en général.

SWAZILAND

Une zone-tampon fragile



L'économie et la société du Swaziland sont particulièrement vulnérables, d'autant plus que ce pays a été jusqu'à présent systématiquement destabilisé, à deux exceptions de taille près. Les voies de transport vers Maputo ont été sabotées pour empêcher de réorienter le commerce extérieur et de rechercher de nouvelles sources d'importation, et le sabotage des lignes d'électricité du barrage de Cahora Bassa au Mozambique a eu une incidence similaire sur les achats d'électricité. Le terrorisme, dirigé avant tout contre les réfugiés sud-africains, a créé un climat de peur et obligé à éviter

le conflit ouvert avec l'Afrique du Sud. Ces raids meurtriers et ces enlèvements, y compris l'assassinat, ont provoqué environ 250 morts de 1980 à 1988. A l'instar du Lesotho et du Botswana, la "stratégie totale" a été dominée par la conquête du marché d'exportation.

Certains éléments de la "stratégie totale" sud-africaine ont fourni au moins des gains temporaires au Swaziland. Le financement partiel par l'Afrique du Sud et son utilisation

dominante des lignes de chemins de fer en service et en cours de construction reliant le Transvaal à Richards Bay et à Durban ont probablement contribué à compenser les coûts élevés de transport (environ 10 millions de dollars en 1988) et ceux d'électricité (près de 5 millions de dollars en 1988), du fait de l'utilisation des équipements sud-africains au lieu de ceux du Mozambique... sabotés par l'Afrique du Sud.

De même, l'implantation au Swaziland de certaines installations de traitement et de manufacture (notamment l'emballage et l'étiquetage) tant pour camoufler des exportations essentiellement sud-africaines que pour vendre à l'Afrique du Sud, a probablement pour résultat de réduire d'un montant de 5 millions de dollars par an l'excédent du ratio coûts des importations/recettes douanières par rapport au produit potentiel d'un système d'imposition indirecte (20 à 25 millions de dollars).

Les dépenses additionnelles consacrées à la défense se sont échelonnées entre 10 et 15 millions de dollars jusqu'en 1988, et 75 à 100 millions de dollars pour la période 1980-88. Les coûts nets imputables aux réfugiés (25.000 Mozambicains), ne sont probablement pas supérieurs à 2,5 millions de dollars par an pour le Gouvernement du Swaziland jusqu'en 1988, mais ce chiffre est trompeur. Plus que dans tout autre pays de refuge d'Afrique australe, on pense que les réfugiés accaparent les emplois semi-qualifiés et le petit commerce, et aggravent la criminalité.

Cette situation a d'importantes répercussions psychologiques en interagissant avec la vulnérabilité de l'emploi en Afrique du Sud—environ 20.000 enregistrés, peut-être 50.000 au total, pour des envois de fonds en nature et en espèces se chiffrant à près de 50 millions de dollars en 1988. L'incidence macroéconomique des difficultés d'emploi n'est pas considérable. S'il se produisait un rapatriement forcé à grande échelle, bon nombre de ménages seraient démunis, mais le Swaziland (à la différence du Lesotho) aurait les moyens budgétaires de fournir des emplois de secours et d'assurer la sécurité alimentaire.

Les pertes totales de PIB (pertes commerciales plus la moitié de celles de la défense multipliées par deux, du fait d'une économie traversant des difficultés de change, plus les coûts liés aux réfugiés) ont été d'environ 30 millions de dollars en 1988 et de 200 millions de dollars pour la période 1980-88. Le montant de 1988 correspond à 5 % du PIB. Une fois encore, à l'instar du Lesotho, à cause de l'extrême vulnérabilité et de la peur, ces chiffres sous-estiment considérablement les dommages psychologiques et sociaux réels, et ne permettent pas d'apprécier les dommages économiques potentiels qui pourraient devenir rapidement substantiels, en raison du rapatriement, du sabotage et du terrorisme systématiques.

BOTSWANA

Un frêle succès



La déstabilisation et l'agression armée menées par l'Afrique du Sud ont relativement peu affecté le Botswana, matériellement ou financièrement. Jusqu'à présent, pour ce qui est des coûts financiers, les principales répercussions semblent résider dans un ralentissement du rythme d'accumulation des réserves de change qui sont satisfaisantes—plus de 1,75 milliard de dollars (montant supérieur aux exportations de deux années ou au PIB d'une année). Toutefois, le Botswana est particulièrement vulnérable aux attaques armées, au sabotage et aux perturbations des transports.

Les forces armées et les agents de l'Afrique du Sud ont à maintes occasions lancé des raids meurtriers contre le Botswana ou ont traversé ses frontières. Les morts pour la période 1980-88 se chiffrent à une centaine, mais les répercussions psychologiques sont beaucoup plus répandues, y compris de nombreux cas de traumatisme d'enfants à Gaborone. Les dégâts matériels atteignent à peine quelques millions de dollars. Le surcroît de dépenses consacrées à la défense se chiffrait jusqu'en 1988 entre 60 et 75 millions de dollars par an, totalisant 225 à 250 millions de dollars pour la période 1980-88, dont environ 80 % représentent des importations directes et indirectes.

Le Botswana n'a pas actuellement d'autres moyens de communication efficaces avec l'extérieur qu'à travers l'Afrique du Sud, à la seule exception réelle mais limitée du transport aérien et des échanges commerciaux avec la Zambie et le Zimbabwe. Il est donc tributaire de la bonne volonté de l'Afrique du Sud que ne semblent pas traduire des retards sporadiques de livraison de pétrole (en particulier pour les réserves de 90 jours) ainsi que la manutention des exportations de viande. Cette situation—de même que les liens historiques et l'appartenance à l'Union douanière d'Afrique australe se reflètent dans une dépendance à plus de 80 % à l'égard des importations d'Afrique du Sud, le Zimbabwe étant l'autre unique source importante. Toutefois, le Botswana est désormais autosuffisant en électricité, à l'exception d'une capacité de secours.

Le Botswana entend contribuer au financement du renforcement de la capacité du port de Maputo et celle du chemin de fer de Limpopo afin de réorienter le commerce et de rechercher de nouvelles sources d'importations, notamment de pétrole. Dans la mesure où ces initiatives assurent le transport, les disponibilités en carburant et en énergie, la menace sud-africaine d'expulser le Botswana de l'union douanière deviendra vaine. L'incidence nette pour le Botswana de la hausse des prix sud-africains et d'un montant de recettes tarifaires (transferts douaniers), moins ce qu'aurait procuré un système national de douane et d'impôts indirects, est probablement de l'ordre de 50 millions de dollars par an—300 millions de dollars pour la période 1980-88. Le surcroît des coûts de trans-

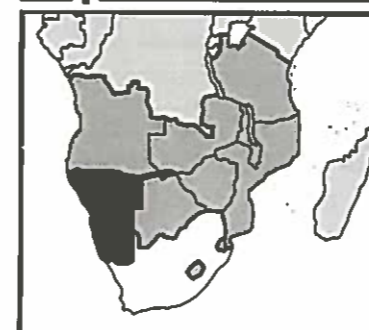
port (Le Cap n'étant pas le port le plus proche de la majeure partie du Botswana, et avant la déclaration illégale d'indépendance par la Rhodésie, près de la moitié du commerce international empruntait les ports mozambicains) se chiffre à environ 10 millions de dollars—et à 50 millions de dollars pour la période 1980-88.

Le Botswana peut faire face au nombre et aux coûts des réfugiés, car il est avant tout un pays de premier refuge pour les Namibiens et les Sud-Africains. Sa vulnérabilité tient aux emplois exercés par ses ressortissants en Afrique du Sud (environ 25.000 enregistrés et 75.000 au total) et aux fonds qu'ils envoient (40 et 80 millions de dollars par an respectivement). Cette vulnérabilité ne se situe pas en particulier au plan macroéconomique, mais découle du fait qu'il serait difficile de créer des emplois dans le pays pour un tel effectif, bien qu'il soit possible de développer les programmes d'emplois modèles liés à la sécheresse, au profit des personnes vulnérables—et de les financer.

Les pertes de PIB par le Botswana se sont montées, jusqu'en 1985, à environ 125 millions de dollars par an (au titre du commerce et des transports, plus la moitié des coûts de défense), le total pour la période 1980-88 se chiffrant aux environs de 425 à 500 millions de dollars. Tout en représentant près de 10 % du PIB effectif, ces pertes n'ont pas eu jusqu'à présent d'effet multiplicateur en raison de taux de croissance supérieurs à 10 % et de l'aptitude à constituer de vastes réserves extérieures. Ces dernières assurent une certaine protection contre les coûts financiers, mais non humains et militaires en toute période de transition, de réduction forcée des rapports économiques avec, ou sans que s'aggrave le sabotage perpétré par, l'Afrique du Sud. A ce jour, les actes de celle-ci n'ont pas sensiblement affecté la prestation de services de base (y compris la nutrition et l'emploi de secours).

Annexe : NAMIBIE

Le prix de la libération



Pour la Namibie, le coût humain et économique de la stratégie sud-africaine revêt la forme de l'occupation illégale depuis la révocation en 1966 du mandat de l'ancienne Société des Nations. Tel est le prix de la libération d'une Namibie indépendante.

La Namibie diffère, dans ces conditions, des états indépendants d'Afrique australe qui ont eu la paix au prix de la déstabilisation économique, du sabotage et du terrorisme par groupes interposés et des incursions directes par les forces armées sud-africaines. L'incidence sur la Namibie et les Namibiens est cependant très

similaire aux répercussions sur l'Angola et les Angolais ou le Mozambique et les Mozambicains. De même, les Namibiens subiront, longtemps après l'indépendance, les conséquences des coûts humains et économiques de l'occupation, même si l'Afrique du Sud ne se livre pas à la déstabilisation économique et à l'agression contre la Namibie.

C'est avec le Botswana qu'il faut comparer la Namibie telle qu'elle aurait été si l'Afrique du Sud avait cessé son occupation. Au début des années 1970, le Botswana était bien plus pauvre que la Namibie d'une manière générale même si cela n'est plus le cas pour le revenu des Noirs et leur accès aux services. L'effectif de la population, les conditions écologiques et les principaux secteurs économiques (diamants, métaux, pâturage) sont similaires, alors que les principales différences (possession d'un port en eau profonde et d'un secteur de la pêche) sont favorables à la Namibie. Pourtant, sur les plans de la croissance économique, de l'accès aux services de base, de l'équilibre budgétaire, de la mortalité infantile et des réserves extérieures, le Botswana n'a cessé de faire des progrès au cours des quinze dernières années, alors que la Namibie a reculé, sauf pour ce qui est de l'accès à l'enseignement et de l'apparition d'une minorité noire bénéficiant de salaires moyens.

Si l'Afrique du Sud avait quitté la Namibie en 1978 comme elle s'était elle-même une fois déclarée disposée à le faire, l'évolution probable du PIB aurait été nettement plus positive. De 1978 à 1980, on aurait peut-être enregistré un taux de croissance transitoire faible, mais étant donné l'environnement économique extérieur qui était alors relativement favorable, la croissance de 5 % réalisée entre 1977 et 1980 aurait certainement pu être égalée.

Pour la période 1980-88, un taux de croissance d'au moins 5 % aurait pu être atteint. A l'exception de la réforme agraire dans le domaine des pâturages et la pêche, les objectifs de la stratégie économique du parti noir dominant d'alors (et de maintenant) n'étaient pas fondamentalement différents de ceux du Botswana : production constante à grande échelle, réforme agraire dans le domaine des pâturages, conservation de la pêche, ren-

forcement du soutien accordé à la production agricole par les paysans, amélioration de l'emploi et des salaires minimum réels des Noirs, mesures en faveur de l'accès généralisé aux services de base et amélioration de l'infrastructure (notamment l'infrastructure urbaine pour les Noirs). Le Botswana ayant réalisé un taux de croissance de 10 %, le chiffre de 5 % pour la Namibie représente une estimation relativement prudente.

Si cela s'était produit au cours des années 1980-88, le PIB exprimé en prix constants se serait accru de 47 % au lieu de décroître de 5 % tandis que le PIB par habitant se serait élevé de 18 % au lieu de décroître de 24 %. Le PIB réel pour 1988 (ajusté afin d'inclure Walvis Bay) aurait dépassé 7 milliards de rands (2,9 milliards de dollars) exprimés en prix de 1988 au lieu des 4,5 milliards de rands (1,9 milliard de dollars) soit en fait le triple du total du PIB réel pour 1988.

Les raisons de ces résultats catastrophiques—comparables aux pires résultats de l'Afrique sub-saharienne et pires même que les très mauvaises performances économiques de l'Afrique australe au cours des années 1980—sont faciles à identifier. D'abord, les sommes gaspillées dans la création et le maintien de gouvernements raciaux et tribaux (y compris le détournement de tous les impôts sur les revenus individuels en faveur du gouvernement blanc intermédiaire) se sont élevés à plus de 4 milliards de rands (1,7 milliard de dollars) exprimés en prix de 1988. Deuxièmement, la guerre a directement désorganisé les activités économiques des populations blanche et noire dans le nord et dans le centre-nord de la Namibie. La guerre a également effarouché les investisseurs et propriétaires de ranches, ce qui s'est traduit par une érosion continue des biens de production, une fuite massive des capitaux (estimée par un haut fonctionnaire des forces d'occupation à 500 millions de rands ou 210 millions de dollars) et à l'abandon de plus d'un cinquième des ranches possédés par des Blancs. Troisièmement, la facture du maintien des forces armées et de police nécessaires à l'occupation du pays dépasse de manière considérable—probablement de 1 à 2 milliards de rands (420 à 841 millions de dollars) pour la période 1981-88—les soi-disant subventions versées par Pretoria.

Les effets multiplicateurs—ou diviseurs—des pertes directes et de l'érosion des investissements privés et publics de l'ordre de 6 milliards de rands (2,5 milliards de dollars) au moins en coûts directs expliquent facilement les 14 milliards de rands (5,8 milliards de dollars) de pertes cumulées pour la période 1981-88—et un taux de perte annuelle de l'ordre de 2,5 milliards de rands (1,05 milliard de dollars) exprimés en prix de 1989 (soit plus de 50 % du PIB réel).

Les pertes en ce qui concerne les investissements humains ne sont pas exprimées par ces chiffres ce qui ne les empêchera cependant pas de freiner la croissance future du pays ainsi que la création d'emplois, la distribution de revenus et l'accès aux services sociaux des Namibiens noirs.

Le Botswana a adopté beaucoup plus tôt et beaucoup plus rapidement un système d'éducation efficace avec une éducation primaire pour tous. Les Namibiens en exil ont suivi cet exemple avec un système d'éducation pour adultes, un système d'études primaires, secondaires, professionnelles et supérieures mis en place par la SWAPO (South West Africa People's Organization) avec l'aide internationale. En conséquence, la gestion efficace de l'économie du Botswana requiert moins de 10.000 cadres moyens et supérieurs étrangers, tandis que la gestion de la Namibie, pourtant moins efficace, en exige 30.000.

Une classe moyenne minoritaire (jouissant de revenus annuels de 5.000 à 12.000 rands, soit 2.100 à 5.000 dollars) a été créée parmi les mineurs, les employés des banques et institutions financières, les hommes politiques "fantoques" des "homelands", les employés de bureau, les infirmiers et les enseignants. Mais cette minorité ne représente que 10 % de la population noire et ses revenus ne représentent que 25 % environ de la moyenne des revenus des Blancs, bien qu'ils soient six fois plus élevés que ceux des autres Namibiens noirs. De son côté le Botswana a accru le nombre d'emplois disponibles dans le secteur moderne de l'économie, permettant à presque une personne par foyer en moyenne d'obtenir un salaire décent. De plus, les populations autochtones contrôlent une majorité des postes de haut niveau.

L'espérance de vie et les taux de mortalité des nouveaux-nés et des moins de 5 ans expriment clairement le tribut muet en vies humaines que l'occupation du pays oblige à payer.

Tableau 6

COMPARAISON DE LA MORTALITE INFANTILE ET DE L'ESPERANCE DE VIE EN NAMIBIE ET BOTSWANA

	Espérance de vie à la naissance	Mortalité infantile	Mortalité infantile et des moins de 5 ans
BOTSWANA	56	69	96
NAMBIENS NOIRS EN NAMIBIE	40-43	175-200	235-300
NAMIBIENS BLANCS EN NAMIBIE	69	21	30
NAMIBIENS NOIRS EN EXIL	NA	50	70

Source : UNICEF, *Les enfants de la ligne de front*.

Si la Namibie était devenue indépendante en 1978, la politique préconisée par la SWAPO ainsi que sa capacité à l'appliquer, comme le prouve l'exemple des communautés en exil en Angola et en Zambie, montre clairement qu'un système sanitaire de base à portée de tous aurait été mis sur pied. De plus, on aurait pris des mesures effica-

ces pour réduire la sous-alimentation (qui affecte 2,6 % des nouveaux-nés et enfants namibiens noirs en territoire occupé). Dans une telle situation, la mortalité infantile et des enfants de moins de 5 ans aurait baissé de 300 pour 1.000 en 1978 à environ 290 en 1980, 200 en 1984, 125 en 1988 (un niveau comparable à celui du Zimbabwe mais estimé de manière prudente au-dessus de celui du Botswana ou de la communauté namibienne en exil).

Donc, de 1980 à 1988, 50.000 nouveaux-nés et enfants ont péri alors qu'ils auraient survécu si l'occupation illégale de l'Afrique du Sud avait pris fin en 1978.

La guerre, le terrorisme policier, celui des forces spéciales, les couvre-feu, les compressions de dépenses et le manque d'efficacité résultant de la création de 11 bureaucraties parallèles organisés sur des critères raciaux et ethniques, ont contribué à la détérioration des soins médicaux et empêchent les Namibiens noirs, surtout la majorité qui vit dans la "zone d'opérations du nord", d'y avoir accès. S'ajoutant à une paupérisation croissante de la plupart des Namibiens, (dont les deux tiers vivent dans un état de pauvreté absolue), ces services de santé limités, de moins en moins efficaces sont responsables de la surmortalité des enfants de plus de 5 ans et des adultes. Une estimation modeste situe ce nombre à 20.000 de 1980 à 1988.

Les morts que l'on peut attribuer directement à la guerre (y compris celles résultant de blessures, d'accidents et de maladies contractées sous les drapeaux) sont également de l'ordre de 2.000 à 5.000 pour la PLAN (l'armée populaire de libération de la Namibie), encore 5.000 au sein des forces sud-africaines "territoriales" et dans les "homelands", et de 10.000 en ce qui concerne les civils (comme par exemple les 600 personnes massacrées dans le camp de civils exilés de Kassinga en Angola, et d'une centaine pour chacun des massacres perpétrés dans plusieurs villages du nord de la Namibie). Le prix de la libération, en morts provoquées par l'occupation au cours de la période 1980-88, se monte à 90.000 (soit 5 % de la population globale du peuple namibien selon les estimations de 1988).

Une baisse du PIB de l'ordre de 50 % et la mort de 5 % de la population—telle est l'évaluation quantitative du prix de l'occupation pour la Namibie.

CONCLUSION

Que faut-il faire?

Cette étude ne vise pas avant tout à déterminer ce qu'il y a lieu de faire pour réduire ou supprimer le fardeau qui pèse sur les Etats de la SADCC. Cependant l'ampleur de ce fardeau est telle—du point de vue des pertes de PIB, des coûts budgétaires, des frais de défense, et surtout de pertes directes et indirectes de vies humaines—que la question doit être abordée.

L'Afrique australe est engagée dans une guerre défensive à grande échelle contre l'agression sud-africaine au prix de la perte de près du quart de sa production régionale non liée à la guerre et de jusqu'à 200.000 vies humaines par an. C'est un holocauste, et démontrer moralement son existence, exige que l'on cherche à déterminer les moyens d'intervention que pourrait utiliser la communauté internationale pour contribuer à réduire et éliminer cette charge.

Il est manifeste—comme l'ont déclaré les Etats de la SADCC, l'OUA et les Nations Unies—que seule la fin de l'apartheid et un transfert du pouvoir à des institutions démocratiques non raciales en Afrique du Sud peuvent mettre fin de manière permanente à l'agression régionale. Toutefois, cet objectif dépasse la portée de la présente étude.

L'appui que l'on peut apporter à la région de la SADCC revêt fondamentalement deux formes : coopération avec les Etats indépendants d'Afrique australe et contre l'apartheid en Afrique du Sud.

Dans le premier cas, certaines mesures visent surtout à aider ces Etats à supporter le coût de la défense et à réparer les dégâts causés par la guerre, d'autres à les rendre moins vulnérables à la coercition et à l'agression armée sud-africaines, et d'autres encore à dissuader l'agression en augmentant son coût. Dans le second cas, les deux objectifs consistent à rendre l'agression plus coûteuse et à limiter la capacité à la commettre. Les deux formes d'appui sont complémentaires, et non interchangeables. Si l'on prenait des mesures à l'encontre de l'Afrique du Sud sans appuyer parallèlement (et dans certains cas préalablement) les Etats de la SADCC, ceux-ci risqueraient de devenir vulnérables à de nouvelles rétorsions sud-africaines.

Solidarité agissante avec l'Afrique australe

Les mots clés dans le contexte de la solidarité avec l'Afrique australe et d'un appui en sa faveur sont les suivants : survie; reconstruction et réhabilitation; réduction de la dépendance et développement; sécurité et défense.

Les trois premiers revêtent surtout un caractère économique alors que le dernier est d'ordre militaire, mais cette distinction est probablement plus trompeuse qu'instructive. Comme on l'a déjà souligné, l'action dans les domaines de la survie et de l'économie ne peut aboutir si elle n'est pas coordonnée avec la sécurité et n'interagit pas avec celle-

ci. Même sur le plan de la sécurité, on a plus souvent besoin de ressources financières et d'assistance technique que de personnel militaire extrarégional (sauf à des fins de formation et d'assistance technique).

Il faudrait appuyer à grande échelle des programmes d'urgence pour assurer la survie des économies et de millions d'êtres humains au Mozambique et (depuis l'effondrement des prix du pétrole en 1986) en Angola. A cause de la guerre, ces pays ne sont plus en mesure de financer par les ressources nationales ou les apports normaux d'aide les produits alimentaires et les moyens d'acheminement, les biens de consommation de base, les facteurs de production pour relancer l'agriculture à petite échelle, les installations de santé de base/d'enseignement/et d'alimentation en eau.

A cause de la guerre, le Mozambique a besoin de 500 millions de dollars par an (y compris 1 million de tonnes de céréales) et l'Angola de 200 millions de dollars (soit 300.000 tonnes) en sus de l'aide normale au développement. A l'heure actuelle, les décaissements effectifs représentent probablement les trois cinquièmes de ce niveau dans le cas du Mozambique et moins du tiers dans celui de l'Angola, malgré les augmentations substantielles de 1987 à 1988, qui risquent de ne pas être maintenues en 1988-89.

L'appui aux réfugiés représente un besoin connexe—en particulier au Malawi, où près de 700.000 Mozambicains ont trouvé refuge, et en Zambie qui compte environ 150.000 réfugiés enregistrés, et 300.000 lorsqu'on inclut les personnes installées spontanément. Les deux tiers environ proviennent d'Angola et les autres en majeure partie du Mozambique.

Le Swaziland et le Zimbabwe font partie des autres pays dont les structures économiques et sociales (disponibilités alimentaires, niveau de vie des ménages des zones frontalières, services de santé/enseignement/alimentation en eau, environnement des zones frontalières, budgets nationaux) sont sensiblement affectées par les réfugiés. Le fardeau qui pèse sur la Tanzanie est réel mais moins lourd, et dans le cas du Botswana et du Lesotho, il revêt davantage la forme de raids meurtriers menés par l'Afrique du Sud contre les réfugiés que de coûts financiers, alimentaires, sociaux ou économiques directs. Les besoins additionnels de survie en 1987 et 1988 se chiffrent probablement entre 100 et 150 millions de dollars par an, y compris les frais d'installation et de réadaptation dans certaines régions du Mozambique et de l'Angola de 35.000 à 60.000 personnes par an.

Il est indispensable de fournir des secours d'urgence et un appui aux réfugiés. Autrement, des centaines de milliers d'êtres humains vont périr ou être physiquement et psychologiquement traumatisés au point qu'ils seront privés à jamais d'une vie décente. Mais il est nécessaire de contribuer à la réadaptation pour fournir une réponse humainement acceptable à des questions telles que—"et après la survie?" ou, pour parler plus brutalement, "Survivre pour quoi?". Ces efforts peuvent être axés sur la logistique, les prestations de services de base et les apports de facteurs de production agricole dans le cadre

de programmes d'urgence bien conçus, mais ils ont besoin d'aller plus loin. Cela est d'autant plus vrai que les composantes des programmes d'urgence les plus gravement sous-financées (parfois de 60 à 75%), comprennent le rétablissement des services de base, la fourniture d'intrants et d'autres actions de réhabilitation.

Les distinctions établies jusqu'à présent entre la survie d'urgence, la réhabilitation provisoire et le rétablissement des moyens de production des ménages et l'aide au développement, et entre l'aide alimentaire et les apports financiers, sont fondamentalement peu satisfaisantes. En Afrique australe, elles sont potentiellement catastrophiques. En Angola et au Mozambique, c'est à plus de 12 millions d'êtres humains (1,5 millions de réfugiés internationaux, 6,1 millions de personnes déplacées dans leur propre pays pratiquement sans aucune capacité de produire; et 4,5 millions de citoyens exposés à des pénuries alimentaires) qu'il faut donner des moyens de produire ou de trouver un travail.

Il ne s'agit pas d'un défi normal du développement agricole, car un cinquième au moins des personnes concernées ne retourneront pas à la terre (mais resteront dans les zones urbaines où elles se trouvent actuellement), et aussi parce qu'il existe une différence entre rétablir une base de production détruite et renforcer une base qui existe déjà (le rétablissement est à la fois plus difficile parce qu'il s'agit de repartir pratiquement du néant et plus facile parce qu'on a besoin de moins de connaissances nouvelles et de tests). Un exemple de rapports novateurs entre la programmation de l'aide alimentaire et financière—la survie et la réadaptation—est offert dans les zones urbaines (et dans le cas des emplois d'une manière plus générale) par le programme de "banque alimentaire" du Mozambique qui utilise l'aide alimentaire pour satisfaire dans un premier temps les besoins de salaires, de pièces de rechange, de stocks et de réhabilitation d'entreprises potentiellement viables et susceptibles d'être développées.

Il est impossible de chiffrer précisément les besoins de ce secteur car les besoins de secours d'urgence et d'aide au développement se recoupent et parce qu'on ignore dans quelle mesure l'agression pourra s'atténuer. Si l'on suppose qu'en trois ans on pourra limiter à certaines zones le pouvoir de créer le chaos, et qu'il n'y aura plus d'incursions majeures des forces régulières d'Afrique du Sud, on peut estimer de manière prudente les besoins pour la période 1989-92 à environ 1,25 milliards de dollars répartis sur les années 1990 à 1993 (100 dollars par habitant pour les ruraux déplacés et 150 dollars par migrant urbain, à l'exclusion des équipements de base et des moyennes et grandes entreprises).

Pour la même période, sur la base de ces hypothèses, les besoins d'aide d'urgence et de secours aux réfugiés tomberont d'environ 1 milliard de dollars par an (dont 350 à 400 millions de dollars sont satisfaits actuellement) à environ 250 millions de dollars par an, de sorte que les besoins globaux de survie et de réhabilitation pourraient se chiffrer à 1,15 milliard de dollars en 1989, tombant à 600 millions de dollars vers 1992.

La paix offrira des avantages substantiels aux partenaires de la région, et surtout à ses habitants.

Aux besoins de survie/réhabilitation il convient toutefois d'inclure le coût de l'expulsion des travailleurs régionaux par l'Afrique du Sud. C'est une question de survie nationale pour le Lesotho qui compte en Afrique du Sud 300.000 à 400.000 travailleurs enregistrés, saisonniers non enregistrés et illégaux (40 % à 50 % de la population adulte). La capacité d'importation, les disponibilités alimentaires, les recettes publiques et le revenu des ménages dépendent des 500 à 600 millions de dollars gagnés en Afrique du Sud et dont la moitié est envoyée au Lesotho (en espèces ou sous forme de biens, officiellement ou officieusement). Pour éviter l'effondrement social et économique à la suite d'une réduction massive de l'emploi en Afrique du Sud, il faudrait opérer des transferts financiers (afin de satisfaire les besoins macroéconomiques extérieurs et budgétaires) et créer des activités rentables à forte intensité de main-d'oeuvre (afin de préserver les revenus des ménages).

Il en est de même au niveau du revenu des ménages au sud du Mozambique. Il existe peut-être 200.000 Mozambicains travaillant en Afrique du Sud qui perçoivent un revenu de l'ordre de 300 à 400 millions de dollars et rapatrient officiellement et officieusement 150 à 200 millions de dollars. Ces envois de fonds revêtent un intérêt moins crucial par rapport au PIB et aux importations que dans le cas du Lesotho, mais leur importance macroéconomique est considérable. Leur composante officielle, de 60 à 75 millions de dollars, atteint le tiers du montant total des recettes extérieures du Mozambique ravagées par la guerre (envoi de fonds, 30 à 35 %, marchandises, 40 à 45 %, services, 25 à 30 %).

Le programme d'action de la SADCC présente de manière assez détaillée les besoins de *développement* et de *lutte contre la dépendance* directement liés à l'intervention de Pretoria. Ces besoins se chiffrent au total à près de 7,5 milliards de dollars, pouvant éventuellement être satisfaits sur une période de cinq ans et dont un peu moins de 10 % le sont déjà, et quelque 25 % sont en voie de l'être ou sont déjà financés. Le montant des engagements de la SADCC annoncé en 1988 à Arusha, légèrement supérieur à 1 milliard de dollars, et les montants comparables indiqués en 1989 à Luanda restent nettement inférieurs à tout minimum optimal (par exemple 1,5 milliards de dollars), ne sont pas équilibrés entre les priorités par sous-secteur et par pays, et correspondent au moins au double des montants insuffisants (bien qu'en augmentation) des décaissements effectifs actuels.

Le transport et l'électricité représentent les principaux secteurs d'intérêt immédiat. L'amélioration constante des corridors portuaires de Beira et de Dar-es-Salaam, la réfection du chemin de fer Maputo-Zimbabwe-Limpopo, celle du corridor portuaire de Nacala et des liaisons Maputo-Swaziland, contribueront à desserrer l'étau appliqué par l'Afrique

du Sud sur les transports des Etats indépendants. Les principales composantes coûteront environ 650 à 750 millions de dollars en quatre ans, auxquels il faut ajouter un dixième de ce montant pour améliorer le transport par oléoducs et wagons citernes.

Pour rétablir le réseau régional de transport à son niveau d'avant 1965, il faudrait rouvrir le corridor portuaire de la baie de Lobito (Benguela) et la liaison Beira-Malawi, à un coût unitaire prioritaire du même ordre de grandeur au cours de la période 1990-93. Ce calendrier est en partie fonction des priorités de la logistique des transports, mais également du rythme des progrès accomplis sur le plan de la sécurité, qui ont été plus lents sur l'itinéraire de la baie de Lobito en raison de l'ampleur du soutien (de la part de l'Afrique du Sud et d'autres) dont jouissent les saboteurs de l'Unita.

Pour réduire la dépendance à l'égard de l'électricité, il faudra surtout relier Cahora Bassa aux principaux marchés du Mozambique et du Swaziland (150 millions de dollars en sus des coûts associés à la sécurité), ensuite relier le Botswana aux réseaux du Zimbabwe et de la Zambie (25 à 40 millions de dollars) et, enfin, terminer le projet intérieur d'électricité d'Oxbow au Lesotho (50 millions de dollars)—et non celui des Highlands qui est lié à l'Afrique du Sud. Tous ces projets sont techniquement réalisables et, économiquement rentables (sous réserve d'une sécurité effective)—de même que les principaux projets de transport.

Outre ces composantes du programme d'action de la SADCC, c'est dans les domaines de l'assistance technique, de la création d'entreprises communes et du crédit commercial (caisse d'avances) que résident les principaux besoins de coopération en vue de limiter la dépendance structurelle et de compenser le retrait sud-africain. L'Afrique du Sud sous la pression extérieure réduira les importations provenant des pays d'Afrique australe et les exportations à forte intensité d'importations à destination de ces pays, même si elle ne les soumet pas à des sanctions commerciales totales (ou si ces pays ne lui appliquent pas un traitement similaire).

A l'exception du Lesotho, les problèmes fondamentaux sont d'ordre transitoire et institutionnel. L'Afrique du Sud fournit généralement à un coût élevé des biens disponibles ailleurs, y compris dans la région. Elle n'est pas un débouché dominant (sauf pour le Lesotho) ni particulièrement lucratif, et l'on peut réorienter la plupart des exportations vulnérables.

Toutefois, la recherche de nouvelles sources d'approvisionnement et la réorientation des exportations nécessitent des connaissances et des moyens institutionnels supérieurs à ceux dont disposent actuellement les pays de la région, notamment le Swaziland, le Botswana, probablement le Malawi, et dans une moindre mesure la Zambie. Pour mener rapidement à bien ces deux opérations, et à un faible coût transitoire (elles devraient aboutir à des gains nets tant pour les Etats d'Afrique australe que pour les nouveaux fournisseurs, notamment les membres de la CEE, le Japon et la Corée), il faudrait :

- a. de l'assistance technique pour la constitution de banques de données et assurer les moyens de les collecter (au sein des entreprises commerciales et pour qu'elles les utilisent pour leur propre usage, bien plus qu'à l'initiative et pour les besoins des gouvernements);
- b. une création sélective d'entreprises communes entre les investisseurs nationaux (publics, mixtes ou privés) et des sociétés commerciales étrangères;
- c. la réorientation et l'amélioration des liaisons de télécommunications extérieures pour fournir des données et des services aux entreprises;
- d. des crédits renouvelables pour couvrir le coût initial de la composante importée des exportations—à l'échelle mondiale comme régionale—en attendant de percevoir les recettes d'exportation.

La première catégorie pourrait coûter 25 à 50 millions de dollars sur cinq ans—il sera probablement plus difficile de déterminer ce qu'il y a lieu de faire et avec qui, que de trouver le financement une fois qu'on sera tombé d'accord sur les mesures à prendre. La deuxième catégorie représente un investissement mutuellement profitable, non une aide; en conséquence la fourniture par les pays donateurs d'incitations et de programmes d'assurance serait utile.

La troisième catégorie est pratiquement acquise (pour ce qui est des équipements) au sein du sous-secteur des télécommunications de la SADCC qui est bien connu pour ses progrès rapides au sol et son aptitude à mobiliser des crédits extérieurs et nationaux. De même, les programmes nationaux prévus coordonnés entre la SADCC et les pays du nord (totalisant initialement quelque 50 millions de dollars) et les propositions d'expansion du programme national du Zimbabwe et de la Tanzanie (se montant à environ 100 millions de dollars) contribueraient sensiblement à satisfaire les besoins dans cette dernière catégorie.

Le Lesotho constitue un cas spécial dans la mesure où il est non seulement dépourvu de littoral mais enclavé dans l'Afrique du Sud, sa principale exportation étant représentée par les emplois dans ce pays et, les exportations de biens couvrant moins du dixième des importations de marchandises. Le recours à de nouvelles sources d'importation nécessitera un pont aérien (parfaitement réalisable sur le plan technique, mais à un coût de l'ordre de 150 à 200 millions de dollars par an), le rapatriement forcé de travailleurs migrants représentant le principal risque pour les exportations.

Il faut agir sans plus tarder sur tous ces fronts. Tout d'abord, toutes les mesures proposées (sauf dans le cas du Lesotho) sont économiquement souhaitables, même en l'absence d'une guerre régionale. Ensuite, il faut du temps pour constituer une base de données et créer des moyens institutionnels et il y aurait donc lieu de le faire avant que le commerce avec l'Afrique du Sud ne soit assujéti à des restrictions accrues—par qui que ce soit.

Toutefois, la coopération économique sans coopération en matière de *défense* ne peut suffire en Afrique australe. Les arguments généraux concernant un compromis entre les dépenses militaires et celles consacrées au développement ne sont pas valables dans le cas d'une guerre de défense contre une agression, tout comme ils ne l'ont pas été en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis pendant la Deuxième guerre mondiale.

Ce fait est de plus en plus accepté par la communauté internationale. En fait, sa portée est peut-être plus étendue qu'elle ne paraît—"aide non meurtrière", "protection des projets de développement" et "aide polyvalente" deviennent des expressions à la mode, notamment pour ce qui est du Mozambique. Il serait toutefois préférable d'adopter une méthode plus ouverte et davantage axée sur les besoins de défense—si les déclarations des partenaires au sujet du terrorisme et des meurtres commis par l'Afrique du Sud sont sincères, il n'y a pas de raison de dissimuler l'aide apportée à la police ou à l'armée. Cette attitude a été adoptée sans réserve par les membres du Conseil interchrétien de la SADCC au cours d'une conférence tenue au début de 1988 avec leurs homologues nordiques. Ils ont dans l'ensemble convaincu les églises nordiques, qui s'étaient jusqu'alors énergiquement opposées à la participation bilatérale de leurs pays aux activités de sécurité.

C'est sur le plan financier et de la formation que résident les besoins fondamentaux et pratiquement universels de coopération en matière de défense. En un sens, les besoins de financement sont moins nécessaires pour la défense que pour remplacer les fonds (et les devises) qu'il a fallu décider d'affecter à la sécurité, et au sein de la défense, ces besoins sont souvent particulièrement urgents dans les domaines de l'habillement, de l'alimentation, des fournitures médicales, du logement et des transports, plutôt que dans celui des armes et des munitions. Les besoins de formation varient, mais ils sont pratiquement omniprésents au niveau de la formation spécialisée et technique, et sont substantiels dans certains cas même pour la formation de base. Comme le montre le Mozambique depuis 1986, des forces armées d'Afrique australe formées, vêtues, nourries, logées et transportées, même si elles ne disposent que d'un équipement modérément perfectionné, ont le moral et la capacité nécessaires pour défendre leurs populations et modifier le rapport de forces sur ce front de bataille.

Toutefois, on a aussi besoin de matériel. A l'exception du cas de l'Angola, ce matériel n'a pas besoin d'être quantitativement ou qualitativement comparable à celui de l'Afrique du Sud, sauf pour ce qui est des hélicoptères, des véhicules blindés légers, des avions de transport et des unités de patrouilles côtières. Aucun de ces éléments n'est normalement soumis par les exportateurs à des restrictions pour des raisons de sécurité, et toute armée de niveau moyen en connaît la technologie. Au Mozambique, la mobilité, la puissance de feu et les communications jouent un rôle pivot dans l'évolution de la bataille, et pourtant ni le Mozambique ni la Tanzanie (qui de fait ne possède pas d'hélicoptères de combat) ne sont pas en mesure de s'équiper suffisamment, et l'on a déjà examiné

la lourde charge imposée sur l'économie du Zimbabwe par l'acquisition et l'utilisation de ce matériel sur le terrain.

La nécessité—et en fait l'opportunité—d'un personnel militaire non régional autre que des instructeurs varient sensiblement d'un pays à l'autre. L'Angola, qui était confronté à une invasion directe des forces sud-africaines, a dû compter sur des unités de combat cubaines pour renforcer ses propres troupes. Il n'existe pas jusqu'à présent de cas comparable—le Mozambique ne compte que sur sa propre armée et sur celle de ses voisins (Zimbabwe, Tanzanie et, depuis 1987, Malawi) alors que les autres Etats n'ont pas eu jusqu'ici besoin d'unités de combat extérieures.

Une catégorie intermédiaire qui mériterait d'être envisagée sérieusement pourrait consister, dans certains cas, d'unités chargées de protéger les frontières ou servir de cordons de défense sous un parrainage multinational, par exemple, l'OUA, les Nations Unies ou le Commonwealth. La frontière de la Namibie sur le fleuve Orange après l'indépendance est un cas évident, mais ce type de solidarité pourrait aussi être utile aux frontières du Mozambique et du Botswana avec l'Afrique du Sud. Sauf dans le cas de l'Angola, l'Afrique du Sud hésite à utiliser ouvertement et de manière irrefutable les unités des forces armées régulières, autrement que sous forme d'attaques de commandos et de raids meurtriers. Les cordons de défense pourraient renforcer cette réticence, contribuer à empêcher l'appui au terrorisme et le sabotage, et rendre les raids par-delà les frontières plus difficile à organiser et plus coûteux.

Pour apporter plus efficacement cet appui, il importe de ne pas perdre de vue le rôle de premier plan que jouent les ressources humaines dans les différents pays. S'il est plus rentable de former du personnel à l'extérieur de la région, on devrait prendre des dispositions à cet effet. Sinon, il faudrait organiser les programmes de formation au sein et entre les pays de la SADCC. De toute évidence, il faut constituer une puissance économique comparable à celle sur laquelle repose le régime de l'apartheid si l'on veut réduire les souffrances humaines et les privations qu'il entraîne. Qui plus est, on ne peut réduire les dégâts causés à la stabilité et à la paix de la région qu'en dotant les populations concernées de moyens de faire face à l'agression sud-africaine.

Ce chapitre s'est intéressé exclusivement aux mesures que devrait prendre la communauté internationale. La responsabilité de la survie, du développement et de la défense ne revient pas pour autant aux pays extérieurs à l'Afrique australe. La SADCC, et les Etats de première ligne seront les premiers à rejeter une telle affirmation. La SADCC et ces Etats coordonnent les réactions et les défenses régionales, et les gouvernements nationaux accordent effectivement la priorité à la survie, à la reconstruction et à la défense. Toutefois, en grande partie du fait de 14 années d'agression armée, ils manquent tous de ressources suffisantes pour accomplir cette tâche sans aide extérieure.

Contre le régime de l'apartheid imposé par Pretoria

L'apport d'un soutien aux victimes, même une aide directe à leurs moyens de défense—ne remplace pas mais complète plutôt des mesures contre Pretoria. Les mesures revêtent trois formes principales : sanctions commerciales, désengagement financier et publicité (en faveur de la libération et contre l'oppression par l'apartheid).

Les sanctions en elles-mêmes ne mettront pas fin à l'apartheid ni à l'agression contre la région. Elles ne peuvent que compléter la résistance interne et l'autodéfense (militaire et économique) de l'Afrique australe, en limitant la capacité du régime d'apartheid à causer des dégâts, en réduisant sa portée extérieure ainsi que son espérance de vie en Afrique du Sud. Elles ne peuvent plus servir de méthode de prévention de la violence. L'Afrique du Sud se livre depuis de nombreuses années à la violence contre les Noirs sud-africains et d'Afrique australe (y compris les Namibiens) et contre les Blancs sud-africains et d'Afrique australe qui leur sont solidaires. Les sanctions peuvent réduire les coûts, sauver des vies et faire gagner du temps perdu en attendant qu'il soit mis fin à l'agression et à l'apartheid.

Les sanctions commerciales vont des boycotts de produits ou de sociétés spécifiques pratiqués par les organisations bénévoles aux sanctions nationales totales et obligatoires. Les résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies depuis plus de deux décennies ont approuvé tous les types de sanctions. Il en existe six présentant un intérêt spécial : les sanctions portant sur le matériel et le logiciel militaires; les équipements à double emploi; le pétrole; certaines exportations et les liens avec certaines sociétés, les transports et les télécommunications.

La stratégie régionale de l'Afrique du Sud nécessite une supériorité aérienne sur ses voisins, et la perte de cette supériorité au sud de l'Angola s'est traduite par le retrait négocié des forces régulières sud-africaines. Il est nécessaire d'appliquer les résolutions du Conseil de sécurité recommandant l'embargo sur les ventes de *matériels et de technologies militaires*. Le non-respect de ces résolutions dans le domaine du matériel permet à l'Afrique du Sud d'acheter des avions à réaction et des moteurs d'occasion. Sur le plan technique, il permet de produire de l'avionique et d'améliorer les moteurs et l'armement, comme le montre l'usine de reconstruction ouverte en 1987 pour transformer de vieux Mirages 3 en Cheetahs modernes ressemblant aux Kfirs. Des lacunes semblables existent dans le domaine de l'artillerie, des véhicules et des navires de guerre ainsi que dans celui de la technologie utilisée pour les produire.

Les matériels à double usage doivent faire l'objet d'embargos plus précis, associés à des dispositions énoncées clairement pour les appliquer. Dans cette catégorie rentrent pratiquement tout le matériel nucléaire, les avions, les bateaux, les véhicules, les ordinateurs et le matériel de communication perfectionné, l'électronique et les machines-outils de pointe—ainsi que les connaissances techniques pour les reproduire. Dans d'autres

cas, ces listes ont pu être énoncées clairement et se sont révélées raisonnablement applicables. Jusqu'à présent, c'est la volonté et la priorité qui manquent pour ce qui est de l'Afrique du Sud, et non la faisabilité et la méthode.

Théoriquement, tous les gros producteurs et exportateurs de pétrole interdisent la vente et celle de produits pétroliers à l'Afrique du Sud. Cette interdiction a fait augmenter considérablement les coûts payés par Pretoria de 1979 à 1985. L'Afrique du Sud estime pour cette période à plus de 20 milliards de dollars la hausse de la facture des importations pétrolières, des installations pour la conversion du charbon en pétrole, et l'excédent (par rapport aux produits raffinés à base de pétrole) et les dépenses d'exploitation. Les producteurs ne peuvent cependant réduire sensiblement les quantités disponibles en Afrique du Sud faute de connaître suffisamment ou de contrôler les mouvements du pétrole après que celui-ci a franchi leurs frontières. On aurait besoin dans ce cas d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies ayant force exécutoire et d'un service chargé de collecter les données et d'en suivre la circulation. Ces mesures, même si elles risquent de ne pas être respectées par tous, permettraient d'augmenter le coût d'acquisition de produits pétroliers par l'Afrique du Sud et de réduire les quantités disponibles.

Une importante compagnie de commercialisation de pétrole (marché libre) s'étant déjà retirée, les pressions exercées par certains milieux et par d'autres clients ayant largement annulé les profits rapportés par le commerce avec l'Afrique du Sud, il est probable qu'une telle résolution et un centre de données pousseraient la plupart des grosses compagnies de commercialisation du pétrole sur le marché libre, et pratiquement toutes les grandes compagnies pétrolières intégrées, à considérer les relations commerciales avec l'Afrique du Sud comme n'étant plus intéressantes sur le plan commercial en raison des risques d'amendes et, surtout, de pertes d'autres clients.

Les boycotts des exportations et ceux des importations sont complémentaires. On peut d'une manière générale identifier assez facilement les métaux autres que l'or, les diamants (facilement identifiables quant aux sources et vendus avant leur taille, essentiellement par l'intermédiaire d'un ensemble de sociétés installées en Grande-Bretagne dont le chiffre d'affaires n'est généralement pas sud-africain), aliments frais et transformés, fer et acier et d'autres produits manufacturés. On aura cependant besoin d'un service d'appui pour suivre les mouvements des navires et des cargaisons ainsi que les éléments suspects et leurs documentations. Un inspecteur des douanes s'il ne sait pas ce qu'il faut rechercher, risque de ne pas remarquer les marchandises sud-africaines exportées avec de fausses factures et des cachets de port falsifiés (comme cela se produit déjà).

Des pressions non gouvernementales bien ciblées sur certaines compagnies ou certains produits peuvent revêtir une grande importance—comme cela s'est vu pour les banques, et risque d'être bientôt le cas pour le pétrole. Le commerce avec l'Afrique du Sud

ne représente pour la plupart des grandes compagnies qu'une proportion modeste de leurs opérations. Ces compagnies cesseront ce commerce et désinvestiront dans un avenir encore plus proche, si ces transactions leur font subir des pertes sensibles par ailleurs, ou risquent simplement d'entraîner de telles pertes, sans compter la nécessité constante de rester sur la défensive et d'indiquer les raisons pour lesquelles elles entretiennent des rapports commerciaux avec l'Afrique du Sud. Pour ces entreprises il s'agit moins de moralité que de simple prudence commerciale.

Les sanctions à l'encontre des transports et des télécommunications, même si des lacunes subsistent, auraient des répercussions sur l'économie de l'Afrique du Sud et feraient percevoir son isolement par ses partisans ou par ceux qui tolèrent l'apartheid. L'interruption des services aériens, téléphoniques et de télex internationaux, amènerait tout Blanc sud-africain à prendre conscience de la situation. L'interdiction des mouvements de navires, appuyée par une surveillance par satellite et le contrôle dans les ports des Etats appliquant les sanctions, perturberait profondément le commerce extérieur de l'Afrique du Sud et sa capacité de production, bien qu'elle soit en mesure de recourir à des tiers et de profiter d'autres failles.

Il est absurde de compter sur les Etats d'Afrique australe pour prendre l'initiative des sanctions. Tout d'abord, leurs actions en elles-mêmes n'affecteraient aucun des principaux domaines, à l'exception des exportations de produits manufacturés et alimentaires et, auraient en conséquence, des répercussions limitées. Ensuite, plusieurs de ces pays ne peuvent agir tant que les mesures examinées dans le cadre de la solidarité avec eux ne se sont pas concrétisées. C'est ainsi que le Mozambique a besoin de la ligne de transmission Cahora Bassa-Maputo avant de cesser les importations d'électricité d'Afrique du Sud. Enfin, étant donné que celle-ci s'efforcera de réexporter vers ses voisins une partie du coût des sanctions qui lui sont appliquées, tout programme de sanctions devrait comporter des mesures pour contrebalancer les répercussions d'une telle action sur l'Afrique australe, sur la base des dispositions examinées ci-dessus.

L'initiative doit revenir à des pays pour qui les intérêts sud-africains sont secondaires, mais importants pour l'Afrique du Sud elle-même, et non à des pays faibles pour qui les liens avec l'Afrique du Sud sont critiques, mais secondaires pour cette dernière.

En tout état de cause, l'affirmation selon laquelle les Etats d'Afrique australe tiennent d'une manière générale à des rapports commerciaux avec l'Afrique du Sud ne résiste pas à l'analyse. L'Angola et la Tanzanie appliquent des sanctions totales; les budgets de défense du Zimbabwe et de la Zambie montrent à l'évidence leur attachement à la lutte contre l'apartheid; le Botswana a contribué au coût de la réhabilitation et de la défense des installations ferroviaires et portuaires du Mozambique pour permettre à celui-ci de réorienter son commerce extérieur et d'emprunter d'autres itinéraires; le Roi Moshoeshe II du Lesotho a bel et bien reconnu le caractère moral de l'appel en faveur des sanctions,

en déclarant qu'il ne s'y oppose pas et ne peut s'y opposer, mais qu'il demande uniquement que l'on reconnaisse les répercussions sur le Lesotho et prenne des mesures pour protéger son peuple.

Le désengagement *financier* en Afrique du Sud a progressé rapidement. Il n'a pratiquement rien à voir avec les sanctions obligatoires, mais concerne surtout le pays hôte, les pressions non gouvernementales et le fait que les prêts et les investissements en Afrique du Sud sont d'une manière générale considérés moins intéressants, de même que les résultats et les perspectives de son économie. Les raisons ne modifient pas l'efficacité du désengagement : sans des apports financiers nets, l'Afrique du Sud ne peut financer sa machine de guerre et une croissance de la production égale à celle de la population; sans rapports étroits avec les compagnies étrangères, elle ne peut maintenir à jour sa technologie—une nécessité aussi bien militaire qu'économique. Le manque d'accès aux crédits du FMI ou des banques commerciales a entraîné des restrictions draconiennes de la demande au milieu de 1988, car il a fallu corriger presque instantanément la balance du commerce extérieur du premier trimestre. C'est ici que les sanctions interagissent—en réduisant les exportations, les importations et les perspectives de croissance, elles rendent les prêts et les investissements encore moins intéressants, limitent l'action des groupes extérieurs d'appui économique à l'Afrique du Sud, et renforcent les contraintes extérieures qui s'exercent sur celle-ci.

Il s'agit désormais de consolider les résultats déjà obtenus. En réalité, le FMI n'approuvera pas de nouveaux tirages, comme le pense l'Afrique du Sud, autrement elle aurait cherché à en obtenir au milieu de 1988. De même, à quelques exceptions près, les banques commerciales tiennent à limiter leurs engagements à moyen et long terme et continueront de le faire. Bon nombre de gros investisseurs se sont retirés (en raison du harcèlement auquel ils sont soumis dans leur pays et/ou en raison de la baisse des profits en Afrique du Sud) et seul un nombre très limité continue à venir en Afrique du Sud ou à y investir de l'argent frais. Des lois nationales pourraient contribuer à empêcher une régression de ces tendances.

On pourrait aussi mieux faire dans le domaine des crédits commerciaux renouvelables. L'Afrique du Sud les a préservés jusqu'à présent même si ses réserves sont actuellement faibles et peu susceptibles de s'accroître. L'Afrique du Sud serait gravement touchée si elle devait payer au comptant.

La *publicité* est un domaine auquel l'Afrique du Sud a consacré beaucoup de ressources et de personnel spécialisé afin de semer la confusion et la désinformation. Il faudrait apporter un soutien aux Etats d'Afrique australe, aux journaux et organes de télécommunications indépendants et, d'une manière générale, aux journalistes et aux chercheurs (par les banques de données).

A cet égard, il faudrait exécuter rapidement les propositions Okanagan du

Commonwealth—faites à Vancouver, au Canada, en octobre 1987; l'Unesco devrait organiser une mobilisation similaire de ressources, et les gouvernements des pays donateurs opposés à l'apartheid devraient financer la collecte, l'analyse et la diffusion de données par des moyens indépendants en Afrique australe.

L'Afrique du Sud est incapable de réfuter les faits ou de défendre ses actions régionales lorsqu'ils sont examinés et présentés de manière cohérente—comme en témoigne le silence qu'elle a gardé lorsque la première édition des *Enfants de la ligne de front* parue en 1987 a indiqué que 500.000 enfants et bébés étaient morts et que les Etats de la SADCC avaient subi des pertes de production de 25 milliards de dollars sur la période 1980-86, des suites de sa politique régionale de déstabilisation, d'agression et de terrorisme international.

La fermeture des bureaux d'information et de désinformation sud-africains et le refus d'écouter les déclarations de ses représentations diplomatiques sont autant de questions très controversées. On peut trouver des raisons valables à l'encontre de telles mesures comme il en existe qui militent en leur faveur. Par contre, rien ne peut justifier que l'on autorise des bureaux d'information et des représentations diplomatiques des groupes par lesquels agit l'Afrique du Sud ou des visites effectuées par les responsables de ces groupes. Il a été largement établi qu'il ne s'agit pas de mouvements indigènes indépendants, mais plutôt des instruments de la République sud-africaine et qu'ils font partie de ses forces militaires spéciales. Leur expulsion n'est pas une question d'idéologie, mais plutôt une lutte contre le terrorisme international par groupes interposés.

Le prix de l'action et de l'inaction

Le tableau ci-dessous présente un ordre de grandeur du coût annuel total des mesures de solidarité exposées ci-dessus :

Tableau 7	LE PRIX DU SOUTIEN APORTE A L'AFRIQUE AUSTRALE (Millions de dollars)	
	1989	1992
SURVIE/SECOURS D'URGENCE/REFUGIES	1.000	250
REHABILITATION	150	350
EMPLOIS (POUR CONTREBALANCER LE NOMBRE PROBABLE D'EXPULSIONS D'AFRIQUE DU SUD)	250	200
REDUCTION DE LA DEPENDANCE ET DEVELOPPEMENT	1.500	1.250
SOLIDARITE EN MATIERE DE DEFENSE	500	500
REORIENTATION DU COMMERCE	75	50
TOTAL	3.475	2.600

Sur ce montant, environ 1 milliard de dollars sont fournis actuellement. Le coût additionnel, de 2,475 milliards de dollars au départ, tombant à 2,5 milliards de dollars à la quatrième année d'un programme réussi, n'est pas négligeable. Il est plus élevé que les montants bruts de fonds actuellement fournis à la région (à l'exclusion de l'assistance technique) qui se chiffrent à environ 1,5 milliard de dollars par an.

Mais ce coût n'est pas le prix des erreurs de l'Afrique australe ni même des forces économiques internationales. C'est le prix de l'action de Pretoria—le coût de la portion régionale de la stratégie totale du régime d'apartheid universellement condamné. Il est faible en comparaison de celui du statu quo pour les populations d'Afrique australe qui est à présent de l'ordre de 10 milliards de dollars sous forme de pertes de production et de 200.000 morts chaque année.

De toute évidence, les coûts ne cesseront pas avec l'agression régionale—ni même l'apartheid—aussi bien pour l'Afrique australe que pour les partenaires—mais ils diminueront considérablement. De même, les partenaires en tireront un certain profit, dans la mesure où les fonds de cette ampleur augmenteront dans la pratique les importations provenant de l'extérieur de la région d'un montant comparable au déçut et s'accroissant à mesure que les exportations et les importations financées par ces apports seront rétablies.

Le coût net (par opposition au coût brut) des mesures prises à l'encontre de l'Afrique du Sud est indéterminé non seulement du point de vue du montant mais même du signe. Il pourrait y avoir, en particulier à moyen et long terme, un gain économique net. Le coût de la réorientation des exportations et de la recherche de nouvelles sources autres que l'Afrique du Sud sera probablement modeste pour toutes les principales économies. Ces coûts d'ajustement sont à peu près comparables à ceux d'une modification de 0,25 % des taux d'intérêt. Il devient de plus en plus risqué et de moins en moins rentable d'investir en Afrique du Sud et de lui accorder des prêts, dans la mesure où la stratégie totale de la défense de l'apartheid mène l'économie à sa ruine.

Il faut maintenant opposer les pertes commerciales et d'investissement aux gains non seulement liés à l'amélioration du commerce et de l'investissement en Afrique australe, mais à l'accélération de l'arrivée du jour où l'Afrique du Sud, débarrassée de l'apartheid, deviendra un partenaire économique viable et en expansion. Bon nombre d'entreprises ont simplement conclu que l'apartheid constitue un risque et ont agi en conséquence. Les États ont encore plus intérêt à en faire de même.

